

Éditions Jubarte

TOM THOMAS

LA MONTÉE DES EXTRÊMES

DE LA CRISE ÉCONOMIQUE
À LA CRISE POLITIQUE



INTRODUCTION

À propos du « populisme »

La crise économique génère rapidement sous nos yeux une crise politique. Crise relative à l'État donc, qui ne peut plus, comme le peuple croit généralement que c'est son rôle, assurer la croissance, l'emploi, le niveau de vie, la santé, bref « le progrès » dans le bien-être général. Les partis traditionnels dits de droite ou de gauche qui se succèdent régulièrement au gouvernement, et plus généralement les « élites » politico-médiatiques et patronales, sont déconsidérés chaque jour davantage.

Des membres de cette bourgeoisie dirigeante constatent eux-mêmes, non sans une certaine inquiétude, que « *les extrêmes se renforcent* », « *l'extrémisme politique est devenu l'une des plus grandes craintes des analystes financiers* » observait l'éditorialiste du journal économique *Les Échos* (J.M. Vittori, 17/12/2012). Il citait plusieurs études mondiales commanditées sur ce sujet (pris au sérieux donc par les capitalistes). Par exemple, une enquête du Crédit Suisse montrant « *le lien mécanique entre taux de chômage et vote pour les partis extrémistes* » (quel scoop !). Ou une autre de la banque américaine Citi disant redouter « *la poussée des N.E.A.P. (partis nouveaux extrêmes et/ou alternatifs)* ». Et bien d'autres encore allant toutes dans le même sens.

Ces élites bourgeoises stigmatisent souvent cet extrémisme comme « populiste ». Ce qu'elles énoncent par-là n'est que le constat que le peuple les rejette, au profit d'autres dirigeants politiques qui lui promettent de satisfaire aux bienfaits qu'il attend de l'État. Ces autres seraient des démagogues flattant l'esprit simpliste des masses, et jusqu'aux bas instincts qui leur seraient propres. Car ce que ces masses attendent de l'État serait des exigences tout à fait irrationnelles, irréalisables, produits de leur ignorance des soi-disant lois économiques que seules connaissent ces élites, manifestation de leur refus de se soumettre sagement à l'incontournable réalité (capitaliste), aux nécessités de l'inéluctable mondialisation (capitaliste), lesquelles imposent les « réformes » pour plus de « rigueur », « d'austérité », de « compétitivité ». Aussi dodues que sûres de leurs grands mérites, ce qui n'est pas peu dire, ces élites affirment haut et fort qu'en refusant ces réformes, de fait régressives, le peuple se rend responsable de la crise, empêchant les investisseurs, les entrepreneurs, les créateurs, petits et grands capitalistes, de déployer tous leurs talents (on en connaît pourtant les résultats désastreux !) au service de la croissance et de l'emploi.

Bref, lorsque le peuple, « populiste », fustige et récuse les élites bourgeoises en votant pour des démagogues extrémistes, il ne fait, selon elles, qu'émettre un vote « protestataire », autrement dit purement négatif, n'exprimant aucun projet réaliste, rationnel. Certes, mais cette critique provenant de soi-disant élites qui ont si bien dirigé les affaires qu'elles n'ont rien à faire pour parer à la plus grande crise de tous les temps, dont elles n'ont d'ailleurs strictement rien compris aux causes, cela prêterait à rire si ce n'était si dramatique pour des milliards d'individus. Protester n'est pas savoir quoi faire, mais c'est bien la moindre des choses face à l'incapacité aussi notoire que l'enrichissement et la corruption de ces élites faillies, aussi arrogantes que cyniques et décadentes. Au fond, l'ignorance, les illusions, voire la bêtise qui sous-tendent les votes « populistes » ne sont pas pires que celles dont font preuve ces élites.

C'est qu'au fond, en effet, ledit populisme n'est qu'un avatar de l'idéologie bourgeoise. Quand l'un des idéologues stipendiés du capital déclare : « *Le populisme consiste à flatter ce qui se passe dans l'esprit des classes populaires* »¹, il ignore que ce qui s'y passe n'est qu'une manifestation des fétichismes – pour reprendre le mot de Marx – dont l'idéologie bourgeoise est le reflet explicitement développé. Fétichismes de la marchandise et de l'État notamment, dont nous reparlerons dans cet ouvrage tant ils sont à la base de tous les « extrémismes populistes », aussi bien que de l'idéologie et de la propagande bourgeoises en général.

Nous verrons que ces extrémismes dits populistes ne sont en effet que des extrémismes de l'idéologie bourgeoise. S'ils mettent en cause le pouvoir politique et médiatique des élites en place, voire certains capitalistes particuliers, ils ne le font pas de l'État, et encore moins du capitalisme lui-même qu'ils se proposent seulement de mieux diriger et d'améliorer en faveur du peuple. Il est donc juste de considérer qu'ils ne forment qu'un pôle de contestation interne au système. Ils ne

¹ Roland Cayrol, in *Aujourd'hui en France* du 7 avril 2013.

sont qu'un pur produit du capitalisme (des rapports sociaux qui sont le capitalisme), et c'est là la critique fondamentale qui doit leur être faite. Le simple rejet des élites traditionnelles ne produit, dans ledit populisme, que la soumission à d'autres soi-disant élites, d'autres chefs, sans aucune sérieuse remise en question des rapports sociaux capitalistes qui sont la cause réelle de cette crise, de la dégradation de toutes les conditions de vie des peuples. C'est le cas en France des deux extrémismes bourgeois que nous prendrons comme exemple : le Front de gauche et le Front national.

Mais la crise amène aussi un certain nombre d'individus, encore réduit certes, mais qui, l'expérience aidant, grandira, à réfléchir davantage et à réaliser qu'elle ne relève pas d'une question d'hommes à la tête de l'État, mais de ce système capitaliste dont l'État fait intrinsèquement partie, en est un rouage essentiel. Or il a été amené, au fil de l'histoire de l'accumulation du capital, à s'occuper aujourd'hui de tout - à être en ce sens totalitaire. Il est alors compris par ces individus comme un pouvoir total les dominant, parasitaire, et d'autant plus insupportable qu'il s'avère impuissant à garantir la vie des dominés, qu'il n'agit que pour imposer une exploitation accrue des prolétaires, une misère généralisée et grandissante, des désastres écologiques, urbanistiques, sanitaires, s'aggravant sans cesse. État despotique en même temps qu'impuissant, tentaculaire en même temps que vampire dépossédant le peuple, non seulement des richesses qu'il produit, mais, pire encore, de toute maîtrise de ses conditions de vie. Peuple considéré comme un troupeau « d'usagers » et autres « assistés », redevables de tout à l'État, formatés et mis en situation de tout attendre de lui.

Le but de cet ouvrage est de montrer que l'enjeu des luttes prolétaires de la période actuelle est de décider laquelle de ces deux voies va l'emporter. Celle de tel ou tel extrémisme bourgeois prônant un étatsisme renforcé qui, soi-disant, permettrait un capitalisme revigoré et « populaire », sous la houlette d'un personnel politique se présentant comme neuf, vertueux, bien décidé à dompter la finance et à relancer la croissance (du capital), tout en les mettant au service de l'amélioration de la situation matérielle des prolétaires. Ou celle d'une abolition de l'État bourgeois permettant d'entamer le processus d'appropriation par tous les dépossédés, les prolétaires, des conditions de la production de leur vie, c'est-à-dire un processus révolutionnaire, communiste.

1. THÈSES SUR LA SITUATION CONTEMPORAINE

La crise politique qu'engendre indubitablement la crise économique actuelle peut effectivement accoucher de l'arrivée au pouvoir d'un de ces extrémismes étatiques, dits populistes par celles et ceux qui seraient ainsi remplacés. Pour comprendre l'impasse, l'échec inéluctable et catastrophique d'un tel scénario, il convient d'abord de rappeler, en les résumant très brièvement, les principaux résultats de l'analyse de la crise contemporaine ².

1) La reproduction élargie du capital – c'est-à-dire sa valorisation, son accumulation, dites « la croissance » pour en donner une image positive et neutre – s'est de plus en plus fondée, au fil du temps, sur les gains de productivité que permettent les progrès du machinisme, et cela plus particulièrement après la Première Guerre mondiale. Il s'agit de ce que Marx a brillamment analysé comme l'accroissement de l'extraction de la pl (voir abréviation p.6) sous sa forme relative.

2) Ce moyen induit deux effets conjoints et contradictoires. D'une part, une augmentation considérable de la masse des marchandises produites par la même quantité de travail social. De l'autre, en conséquence, un abaissement de la quantité de ce travail contenue dans chaque marchandise, c'est-à-dire de leur valeur, et par là de leur prix réel. D'où hausse du pouvoir d'achat des travailleurs. De sorte que, dans un premier temps, production et consommation augmentent conjointement. Mais pas dans les mêmes proportions. Et c'est là que le bât blesse, que se développe la contradiction annoncée ci-dessus qui dégrade progressivement l'accumulation du capital. En effet, ne serait-ce que pour maintenir le taux de profit (dont dépend toute décision d'investissement dans le capitalisme) dans une situation où la composante fixe du capital (la machinerie) augmente, celui-ci doit capter l'essentiel de ces gains de productivité. Ce qu'il fait en captant la pl additionnelle obtenue par cette augmentation de la production et consommation. D'où une croissance accélérée de l'accumulation du capital. De sorte que, finalement, la tendance inhérente aux gains de productivité aboutit toujours, et nécessairement, à ce que l'accumulation de moyens de production (ce capital fixe et ses approvisionnements en matières premières ou semi-finies) augmente plus vite que la consommation (la masse salariale). C'est pourquoi il se produit périodiquement des crises de suraccumulation de capital/sous-consommation des masses. Elles deviennent mondiales et généralisées à l'ensemble des branches de la production au fur et à mesure que l'aire de valorisation du capital devient mondiale ainsi que la chaîne de cette valorisation (division mondiale des processus de production). Tel fut le cas de celle des années 30, et, bien sûr, de la contemporaine.

3) C'est toujours au niveau financier, au niveau du capital sous sa forme argent, qu'apparaît, ou pas, le profit (sous forme de dividendes, d'intérêts, de cours des Bourses, etc.). Il est donc habituel que les crises modernes éclatent d'abord comme crises financières (faillites bancaires, krachs boursiers). Cela d'autant plus que le capitalisme doit mobiliser une masse toujours plus considérable de capital argent, de crédit (via les actionnaires, les banques, les assurances, etc.) pour faire face aux investissements toujours plus massifs que nécessitent les développements de la machinerie, et doit aussi stimuler la consommation par le crédit. D'où le développement d'un capital financier, dont une bonne part s'avère être du capital fictif quand la crise révèle qu'il n'est pas du capital argent qui ait pu, voire même voulu, se convertir en capital en fonction, en moyens réels d'extractions de la pl, donc au cours d'un réel processus de production.

4) Comme tous les krachs financiers du passé, dont il n'a différé que par son ampleur, c'est l'impossibilité de cette conversion, cette fictivité d'un capital financier « hors sol », qu'a révélée celui de 2008. La crise est ainsi apparue comme financière, et tous les experts en sont restés à cette apparence, certes frappante. Mais ce ne sont pas les « excès » de la finance, comme ils l'ont prétendu, qui en ont été la cause profonde. Ils furent seulement, et après que l'émission massive de crédits eut permis d'en retarder l'éclatement mondial, un facteur aggravant et l'élément

² Dont l'argumentation a été publiée dans *Crises* n° 1, 2, 3 et 4.

déclencheur. La cause profonde, que révélait et cachait à la fois le krach, était dans la contradiction suraccumulation de capital/sous-consommation des masses rappelée au point 2 ci-dessus. Laquelle était arrivée à un niveau tel que des monceaux de capitaux se sont avérés fictifs ne pouvant pas se valoriser. Que ce blocage de la valorisation ait sa source dans les processus de production-réalisation de la pl eux-mêmes est flagrant aujourd'hui quand tant de moyens de production sont laissés à l'abandon, détruits, tandis que le montant des investissements stagne, voire régresse (décroissance), alors même que le crédit est offert massivement et quasi gratuitement par les Banques centrales faisant fonctionner la « planche à billets » à tour de bras, alors même aussi que les États s'endettent de manière pharaonique et dégradent la condition prolétaire afin de faciliter la production de pl. Avec si peu de succès que cela manifeste bien un blocage de l'accumulation (valorisation) du capital global.

5) Mais la réalité ne se limite pas aux causes, somme toute classiques et bien connues depuis Marx, de la crise. Le point essentiel est qu'elle révèle une situation tout à fait nouvelle dans l'histoire du capitalisme : sa sénilité. C'est-à-dire que le capital a tellement bien réussi à augmenter la productivité, qu'il en est arrivé à ce stade, prévu de longue date par Marx, où la quantité de travail social est réduite à un minimum tel que la valeur d'échange des marchandises (cette quantité) devient insignifiante au regard de leur valeur d'usage. Le capital se heurte non seulement au fait bien connu que la quantité de travail vivant productif de pl qu'il utilise diminue par rapport à celle du travail mort (la machinerie et ses approvisionnements), le taux de profit tend à baisser, mais également à ce fait nouveau que la valeur des marchandises elle-même (la totalité de ces quantités de travail qu'elles contiennent) a diminué à ce point que la valorisation se dégrade radicalement (la pl n'étant qu'une fraction de cette valeur finit par se réduire de manière absolue) et tend à se bloquer. Ainsi la tendance séculaire à la baisse du taux de profit devient, à l'âge sénile du capitalisme, tendance à la réduction de la masse du profit elle-même.

6) Sans perspective de profits suffisants relativement à la masse des capitaux engagés, le capital ne peut s'accumuler puisque alors le capitaliste n'augmente plus, ou peu, son investissement. Les augmentations de productivité ne se font plus, ou beaucoup moins (phénomène bien constaté, sinon expliqué, par nombre d'économistes sous le nom de « rendements décroissants »). L'augmentation de l'extraction de la pl sous sa forme relative se bloque. En réaction le capitaliste (qu'il soit public ou privé, il n'est d'ailleurs question dans ces thèses que du capital en général) n'a plus alors comme solution que d'entreprendre de l'extraire sous sa forme absolue : augmentation de la durée du travail (hebdomadaire, annuel, sur toute la vie) ou/et de son intensité (augmentation de la quantité de travail fournie dans un même temps), qui plus est avec baisse des revenus prolétaires sous toutes leurs formes. Cela ne lui demande pas, ou peu, d'investissements supplémentaires, simplement de la vigueur et de la brutalité. Et lorsqu'il fait encore des investissements de productivité, il les négocie toujours durement contre une acceptation de ce type de mesures relatives à l'augmentation de l'extraction de la pl sous sa forme absolue (par exemple les accords dits « de compétitivité »). Mais cette forme n'engage aucune « spirale vertueuse » de croissance. Le capital se heurte alors en effet à trois obstacles majeurs. 1) Ces mesures ne peuvent porter que sur une quantité de travail productif de pl qui ne représente aujourd'hui qu'une faible part de ses coûts, donc sont beaucoup moins efficaces qu'autrefois en termes d'augmentation du taux de profit. 2) Ces mesures de « rigueur » étant prises par tous les capitalistes, elles entraînent un effondrement de la consommation, donc ruinent la transformation du surtravail en pl. 3) Cette dégradation ouverte et brutale, directe et massive, des conditions de travail et de vie des prolétaires, et, au-delà, de la petite et moyenne bourgeoisie, exacerbe les récriminations, les résistances et conflits de classes, sapent les alliances de classes qui fondent le système d'État dit démocratique, qui convient le mieux au règne de la haute bourgeoisie. Ce qui aboutit à faire de la crise économique également une crise politique.

7) La dégradation de la situation des couches populaires est d'autant plus massive et violente que la première réaction des États fut de parer à l'écroulement du système financier, lequel, sinon, aurait entraîné immédiatement celui du système de production tout entier, en nationalisant ses dettes et ses pertes. Autrement dit en en faisant porter la charge par les populations au nom de la « rigueur ». Non seulement cette « austérité » ne résout rien des causes profondes de la crise, les aggrave même en restreignant encore plus la consommation, mais l'émission hyper massive de monnaie qui

l'accompagne mène tout droit à de nouvelles bulles financières, plus gonflées de capital fictif que jamais, et aux krachs qui s'ensuivront. Et finalement, cela ira jusqu'au défaut de paiement des États, dont la dette est irremboursable, sauf en monnaie de singe (hyper-inflation), même pour les plus riches d'entre eux, ce qui, dans tous les cas, ruinera l'ensemble de ce système du capitalisme moderne fondé sur le crédit.

8) Néanmoins la situation du capitalisme contemporain n'aboutira pas à ce qu'il s'écroule tout seul, mais à ce qu'il ne pourra plus se survivre qu'à travers des krachs financiers à répétition, des destructions de moyens de production pour lui excédentaires, des faillites d'États incapables de rembourser leurs dettes, une aggravation du chômage et de la pauvreté, des mutilations catastrophiques de la nature et de l'état de santé de la population. La croissance du capital en général ne peut y être qu'insignifiante, voire même tendra à être surtout rabougrissement sénile, décroissance. Les luttes pour l'emploi ne pourront donc pas aboutir à faire régresser un chômage croissant (partiel ou total). De même en ce qui concerne les luttes pour le niveau de vie puisque, outre cette croissance du chômage, la nécessité est aujourd'hui pour chaque capitaliste d'augmenter, pour ceux qu'il emploie, l'extraction de la pl sous sa forme absolue.

9) Les peuples, les prolétaires en particulier, subissent donc aujourd'hui la double peine d'avoir à payer le remboursement (impossible) des dettes pharaoniques des États, et de gagner moins, tant en salaires directs qu'indirects, pour que les entreprises restent « compétitives », c'est-à-dire maintiennent le niveau des profits qui permette leur existence capitaliste.

10) Dans ce contexte, le développement d'une profonde crise politique est une certitude. Elle a déjà commencé à apparaître dans nombre de pays européens (Grèce, Italie, Portugal...) comme aussi ailleurs (Tunisie, Égypte, Turquie, Brésil...). Évidemment avec des intensités, des formes et contenus divers, mais partout c'est l'État qui est visé, même si ce n'est encore le plus souvent qu'à travers son gouvernement et non en tant que tel. Marx avait prévu qu'un « *développement des forces productives qui réduirait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire permettrait en fait à la nation tout entière de mener en un laps de temps moindre sa production totale, amènerait une révolution, parce qu'il mettrait la majorité de la population hors du circuit* »³.

Mais nous savons, et les années 30 l'ont rappelé violemment, que toute crise politique n'accouche pas nécessairement d'une révolution, mais, hélas aussi de chambardements, plus ou moins superficiels en ce qu'ils ne sont que la continuation catastrophique du système capitaliste. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si la crise économique induira une crise politique qui ne sera que cela, c'est-à-dire un changement du personnel politique de l'État par l'arrivée au pouvoir de partis prônant un étatsisme renforcé à l'extrême comme soi-disant moyen d'établir un « bon capitalisme » au service du peuple plutôt que des financiers. Ou si elle enclenchera un processus pouvant aboutir à la destruction de l'État bourgeois en instaurant un pouvoir politique du prolétariat, apte à ouvrir et promouvoir la poursuite de ce processus révolutionnaire jusqu'à l'abolition des rapports d'appropriation qui sont le capital, apte à faire de sa sénilité une agonie et une fin.

Chacun va être acculé à devoir choisir entre ces deux directions opposées. La première semble la plus évidente et la plus facile à mettre en œuvre. Nous allons rappeler pourquoi, n'étant fondée que sur des fétichismes, elle serait une chute dans le pire, notamment un prolongement de la tendance au totalitarisme inhérente au capitalisme, et qui, de surcroît, ne résoudra rien de la crise économique, au contraire. C'est pourquoi, compte tenu de sa popularité actuellement croissante, c'est d'elle dont il faut parler en premier lieu, c'est elle qu'il faut combattre, et ce jusque dans les formes les plus masquées qu'elle prend quand elle est portée par des idéologues et partis de gauche.

³ K. III, 1, p. 275-276.

2. CAPITALISME ET TOTALITARISME

Cette crise ne crée pas la tendance au totalitarisme, elle la renforce. Je n'ignore pas ce que ce mot a de flou dans le langage courant, puisqu'il a été utilisé pour désigner plusieurs occurrences dans l'histoire moderne. Avant 1945 par exemple, il désignait les divers fascismes, puis, par un rapide retournement dû notamment à la guerre froide, le soi-disant communisme stalinien⁴. Mais flou aussi, et même surtout, parce que, on le verra plus loin, les idéologues qui ont popularisé cet usage – telle Hannah Arendt, souvent citée comme référence en la matière – n'en ont fait qu'un concept bâtard, qui n'oppose que deux formes, deux modes de fonctionnement de l'État du capitalisme, sans voir ce qui les relie profondément au-delà de cette opposition. Ils ne désignent par « totalitaire » qu'une domination étatique ouvertement et pleinement despotique⁵, policière, sous la férule brutale d'un parti unique et de son chef. Ils présentent comme antagoniques totalitarisme et démocratie bourgeoise alors qu'il ne s'agit que de deux formes politiques de la même domination du capital (c'est-à-dire des exigences de sa valorisation, qui est son existence), de la façon dont son État contribue à sa reproduction, son accumulation.

Ce qu'on peut nommer précisément totalitarisme, c'est la subsomption (soumission, assujettissement des corps et des esprits) totale des individus au capital, à laquelle ils ne peuvent échapper que par une révolte radicale. Totale ne veut donc pas dire absolue, sans opposition, sans recours. C'est dire qu'elle s'exerce sur les individus à travers l'ensemble des rapports sociaux du capitalisme, pas seulement de l'extérieur au moyen de la superstructure politique, idéologique, juridique, mais aussi directement dans la production et dans toutes leurs autres activités (leurs loisirs par exemple). Et si, effectivement, le rôle de l'État devient de plus en plus essentiel dans l'exercice et l'organisation de cette subsomption, cela est en rapport avec l'évolution historique du mode de production, avec l'accentuation de ses contradictions qu'implique l'accumulation du capital. Il s'agit d'un processus historique. En ce qui concerne l'État, il n'amène pas à opposer l'État totalitaire à l'État dit démocratique de façon antagonique, mais est plutôt constitué du prolongement de l'un dans l'autre, avec possible réciprocité, comme on l'a vu par exemple en Europe en 1945 et après la mort de Franco. D'ailleurs la tendance de l'État d'être l'instrument du totalitarisme ainsi compris, c'est-à-dire d'être totalitaire, gérant tout, s'occupant de tout dans tous les domaines de la vie sociale, dépossédant les individus de leur puissance sociale, lesquels alors, évidemment, ne sont plus rien, dépendent de l'État, est inhérente à son essence.

Rappelons en effet que l'État est un produit en même temps qu'un organisateur du MPC. Il en est un produit nécessaire parce que les individus privés poursuivent aveuglément leurs intérêts privés, séparés, et le plus souvent antagoniques, donc ne peuvent pas s'associer directement, former société par eux-mêmes. Il en est aussi un organisateur puisqu'alors il faut bien qu'un appareil hors d'eux, au-dessus d'eux, réunisse et impose les conditions générales de la reproduction de la société que ces individus, n'étant pas associés, ne peuvent pas réunir eux-mêmes. Ce rôle doit évidemment évoluer au fur et à mesure des développements et évolutions de l'accumulation capitaliste, de la dépossession croissante des prolétaires des conditions de leur travail et de leur vie, de la concentration du capital, de l'accroissement de ses contradictions qui en résulte (tendance à la baisse du taux de profit et des valeurs d'échanges, et, bien sûr, antagonismes de classes), du caractère de plus en plus social de son fonctionnement, lequel nécessite de produire, organiser et mettre en œuvre un très complexe « travailleur collectif », une mobilisation centralisée des sciences et des techniques ainsi que des financements. On ne retracera pas ici l'histoire de cette évolution, sinon pour seulement rappeler qu'elle concerne aussi bien les conditions économiques que sociales de la valorisation du capital, cette

⁴ Il ne sera pas discuté ici de la thèse répandue depuis cette époque assimilant stalinisme et fascisme sous le terme totalitarisme. Pour une première approche sur ce sujet, voir *Le Totalitarisme*, Enzo Traverso, éd. Le Seuil--Essais, 2001, p. 92 à 105.

⁵ Tocqueville écrivait dans *L'Art de la politique* : « *Le despotisme retire aux citoyens toute passion commune, toute nécessité de s'entendre, toute occasion d'agir ensemble, il les mure pour ainsi dire dans la vie privée.* » Alors dans ce sens la démocratie bourgeoise est despotique, puisque leur agir ensemble, leur passion commune, c'est l'affaire de l'État, hors d'eux. Le fascisme l'est moins : il veut mobiliser les masses, faire qu'elles agissent elles-mêmes dans une passion commune : le nationalisme, la xénophobie, etc.

condition fondamentale de l'existence et de la reproduction de la société capitaliste. Qu'elle concerne, par exemple, aussi bien la prise en charge par l'État de plus en plus d'investissements (infrastructures, subventions et aides multiples, fourniture de crédits, nationalisation des pertes, etc.), que, autre exemple, la reproduction et l'entretien de la force de travail (formation, logement, santé, prise en charge d'une partie des salaires, etc.), en même temps que son encadrement syndical (voir plus loin) et policier afin de limiter les luttes de classes à l'intérieur des nécessités de la valorisation. Sans oublier l'appui à la conquête des marchés, l'expansion impérialiste, les guerres, etc.

Cette évolution historique qu'est l'intervention de plus en plus forte et élargie de l'État à tous les domaines, s'accompagne évidemment de son grossissement permanent en un conglomérat d'une multitude d'appareils politiques⁶ et bureaucratiques à tous les échelons (locaux, centraux, intermédiaires), en dessous desquels le citoyen n'est, au mieux qu'un « usager », voire un « assisté », soumis, déresponsabilisé, dépossédé.

Dans une crise gravissime telle que l'actuelle, ce rôle des États doit encore s'accroître considérablement⁷. On le voit bien aujourd'hui tant leurs interventions financières, sociales, guerrières sont massives, tant les capitalistes et les peuples leur réclament, se tournent vers eux comme l'ultime secours.

L'État ne peut vouloir et tenter de ne faire qu'une chose : faire perdurer, reproduire la société capitaliste. Donc relancer la croissance, c'est-à-dire la reproduction élargie, la valorisation du capital. Cela implique en particulier, il faut y revenir ici, de développer, dans un maximum tolérable par les travailleurs, l'extraction de la pl sous sa forme absolue, puisqu'elle ne peut plus guère augmenter sous sa forme relative. Parmi les multiples moyens que l'État met en œuvre pour cela, avec la collaboration du patronat, des partis politiques parlementaires et des principaux dirigeants syndicaux (voir plus loin), on peut citer : allongement de la durée du travail, baisse des revenus des travailleurs, flexibilité et précarité. L'allongement de la durée du travail se voit nettement dans le recul constant de l'âge du départ à la retraite, ou encore dans les « accords de compétitivité » par lesquels, contre une garantie incertaine et très provisoire de maintien de l'emploi, voire d'une partie seulement de l'emploi, les horaires de travail sont augmentés, à salaires constants, voire abaissés, et les jours de congé diminués. Le gel des salaires se généralise, malgré l'inflation et l'augmentation des impôts et taxes, tandis que les salaires indirects (les prestations sociales) se dégradent en même temps que les cotisations des entreprises au nom, toujours, de l'impérieuse compétitivité (terme effectivement plus présentable que de dire l'impérieuse nécessité des profits et de l'entretien du mastodonte politico-étatique). La flexibilité comme la précarité des contrats de travail permettent d'augmenter son intensité en supprimant les « temps morts », tout en remplissant les autres de tâches accrues. Par exemple, le système « overtime » inauguré par Toyota consiste ainsi à augmenter automatiquement la journée de travail « *si les cadences ou les critères de qualité n'ont pas été respectés* »⁸. L'imagination des managers est sans limites pour créer des prolétaires « low costs », et l'État leur donne un cadre juridique *ad hoc*. Un « must » en matière de flexibilité sont les contrats de travail « zéro heure » à la mode chez les patrons anglais : « *Ils ne mentionnent aucune durée minimale de travail, ni aucune indication d'horaires. Avec ce statut les salariés restent à disposition de leur employeur comme s'ils étaient d'astreinte en permanence. Le nombre d'heures qu'ils effectuent varie d'une semaine à l'autre en fonction des besoins de l'entreprise [...] l'employeur n'a aucune obligation de fournir ne serait-ce qu'une seule heure de travail [...], mais il*

⁶ « *La France compte 36 000 communes, 100 départements, 26 régions, 2 580 établissements publics de coopérations intercommunales... Au total on recense plus de 500 000 fonctions électives.* » (*Les Échos*, 22/07/13) À quoi s'ajoutent des milliers de postes pour politiciens cooptés par leurs amis dans une multitude extraordinaire d'organismes étatiques ou para-étatiques. Dans une conférence de 1972, Gérard Bloch montrait que l'État s'était hypertrophié plus de dix fois (en proportion de la population) par rapport à celui qui existait sous Napoléon III (y compris dans les moyens policiers).

⁷ Ce rôle implique aussi bien, pour les principaux pays capitalistes-impérialistes, de s'opposer les uns aux autres dans une concurrence accrue par la crise, que de coopérer plus ou moins à la direction générale du capitalisme mondialisé, afin d'y maintenir « l'ordre » impérialiste, à l'aide d'organismes type U.E., OTAN, FMI, Conseil de Sécurité (ONU), G7, G20, etc.

⁸ *Les Échos*, 31/07/13.

*peut interdire à ses salariés de travailler en même temps pour une autre entreprise, afin qu'ils soient totalement disponibles [...] il n'y a bien sûr ni congés payés, ni arrêts maladie... »*⁹

Ce faisant, l'État, non seulement accentue sa tendance séculaire au totalitarisme, mais il le fait sous des formes de plus en plus coercitives et brutales. C'est là une caractéristique essentielle de la situation que cette crise révèle. Il faut rappeler en effet que tant que l'extraction de la pl était surtout corrélée aux hausses de productivité, donc sous sa forme relative, cette tendance était relativement pacifique – du moins dans les métropoles impérialistes – du fait que le peuple, comme anesthésié dans sa majorité par la hausse de son niveau de vie matériel, ne remettait nullement en cause le capitalisme. Ce qui, en particulier, laissait libre cours à l'accentuation de la subsomption réelle¹⁰ des prolétaires au capital induite par le développement de la machinerie (et donc aussi du capital financier), inhérent aux hausses de productivité. La propriété des conditions de la production de leur vie se présentait de plus en plus en face d'eux comme possession « des puissances intellectuelles de la production »¹¹ et comme propriété financière. Ce renforcement des rapports de dépossession et de domination¹² qui sont l'essence du capital passait au second plan. Celui-ci pouvait donc se reproduire relativement tranquillement, et l'État, dans cette situation de relatif consensus social, se présenter comme démocratique et comme moyen d'améliorer la condition (matérielle) ouvrière.

Plus la subsomption des prolétaires au capital est forte, plus l'est également leur dépendance à l'État qui s'est accaparé corrélativement, avec leur consentement majoritaire, passif, voire même voulu, leur pouvoir social¹³. De lui, qui s'occupe de tout, emplois, revenus, logement, santé, alimentation, loisirs, sécurité, éducation, vie sexuelle, etc., les dépossédés sont portés à attendre tout. Aussi dire que l'État est une puissance de plus en plus extérieure aux individus au fur et à mesure qu'il les dépossède de leur puissance, n'est pas dire qu'il est loin d'eux. C'est dire qu'il doit s'occuper de tout à leur place. Il doit donc s'introduire à l'intérieur de la société civile, s'y insinuer jusque dans ses moindres recoins pour y mettre en œuvre sa toute-puissance. Il s'y rend indispensable, il l'étatise¹⁴. Son activité tentaculaire tend à ce qu'il n'y ait plus, en quelque sorte, qu'une seule société -État. Ce qui était la formule de Mussolini (« *tout pour l'État, rien hors de l'État, rien contre l'État* »). Mais cette étatisation totale ne supprime en rien les divisions de la société en classes, en situations et intérêts antagoniques. Elle ne peut en réalité qu'être une coercition, un totalitarisme de forme fasciste, une pénétration de la société par une puissance qui l'étouffe. L'extériorité de l'État par rapport à la société civile semble abolie parce que celui-ci entreprend d'abolir la société civile, alors qu'elle ne peut l'être réellement que si la société civile abolit l'État. À ce stade de l'exposé on peut tirer une première conclusion : l'État totalitaire correspond à un

⁹ *Alternatives économiques* n° 327, septembre 2013.

¹⁰ Sur la distinction subsomption réelle/subsomption formelle, voir *Un chapitre inédit du capital*, collection 10/18, p. 200 à 222.

¹¹ Voir *Propriété et Possession, Aliénation et Liberté, selon K. Marx*, T. Thomas, éd. Contradictions, Bruxelles, 2006.

¹² Un autre facteur en est l'endettement des ménages, dont le capital a suscité l'augmentation par différents moyens afin d'écouler une production devenant excédentaire pour lui. Lequel a pour effet de livrer le débiteur pieds et poings liés aux banques. Via les commissions de surendettement et les magistrats, l'État organise le carcan qui contraint les débiteurs qui se sont laissés piéger à tout sacrifier pour rembourser.

¹³ Tous les individus sont aliénés au capital. Toutefois un certain pouvoir social existe pour celui qui a de l'argent, il « *existe chez lui en tant qu'il possède des valeurs d'échange, de l'argent. Son pouvoir social, tout comme sa connexion avec la société, il les porte sur lui, dans sa poche* », K. Marx, Gr.1, p. 92. Les prolétaires n'ont qu'un pouvoir social : s'organiser dans une lutte de classes indépendante contre l'État et le capital.

¹⁴ C'est ce que désigne *grosso modo* le concept d'hégémonie de Gramsci : l'État total, pas seulement l'État politique et armé de la « superstructure ».

capital développé à un haut niveau de sciences appliquées à la production, de machinisme, de productivité. C'est à ce stade historique que les prolétaires sont dépossédés et dominés totalement par le capital et son État. L'un leur apparaît comme puissance obscure, inaccessible (science, machinerie sophistiquée, finance, marché mondial), l'autre comme la puissance qui peut agir en leur nom et les protéger des abus du premier. Ils s'adressent à lui, par la voie électorale, les manifestations de rue, les grèves, voire les émeutes, pour qu'il améliore leur situation, rétablisse le plein emploi, et pour beaucoup d'autres choses encore. Mais l'État ne peut rien faire aujourd'hui de tout cela compte tenu de la situation de sénilité du capitalisme révélée par la crise actuelle. Il ne peut que renforcer son hégémonie totalitaire pour obliger le peuple à supporter les dégradations, toujours plus amples et catastrophiques, par lesquelles, et seulement par lesquelles, le capital peut se survivre.

Une deuxième conclusion est également possible. Elle est de constater que l'État de type fasciste, le seul que les idéologues bourgeois qualifient de totalitaire (le stalinisme n'étant pour eux qu'un fascisme), n'est pas, dans son essence du moins, fondamentalement différent de l'État dit démocratique au stade du capitalisme moderne. Il est moins une rupture par rapport à lui, qu'une mutation qui en exacerbe les attributs, fondés sur la totale dépossession et domination des prolétaires, dans le même but de la reproduction de la société capitaliste dont il a la charge.

Cette mutation est d'ailleurs une tendance facile à constater de l'État dit démocratique lui-même.

D'abord, il est utile de rappeler quelles sont les bases sur lesquelles est fondée l'idéologie selon laquelle l'État pourrait être l'instrument capable de satisfaire l'intérêt général, et, notamment, celui du peuple. Car ces bases sont réelles, même si cette réalité est superficielle, seulement l'apparence des effets des rapports d'appropriation capitalistes. Ces rapports apparaissent à la surface comme les soi-disant lois économiques édictées par les « experts » bourgeois. Lois que Marx appelait, pour les caractériser, « fétichisme de la marchandise »¹⁵. Fétichisme en ce que ces lois attribuent un pouvoir étrange, tel celui d'un fétiche, aux marchandises. Plus précisément aux diverses formes que revêtent ces simples choses lorsqu'elles circulent, s'échangent sous des formes diverses telles que les prix, les salaires, les profits, la monnaie, etc. Ainsi ce seraient les rapports entre lesquels s'échangent les marchandises, rapports purement quantitatifs, qui formeraient l'économie et dont pourraient alors rendre compte des lois de type mathématique. Or, évidemment, les marchandises ne sont que les produits des travaux humains, mais, et c'est là le fond de l'affaire, effectués dans certains rapports sociaux spécifiques : la forme marchandise est celle que revêtent ces travaux dans le rapport d'appropriation de la propriété privée généralisée des moyens de production. Elle est la manifestation, l'effet de ces rapports, leur apparence à la surface du mode de production capitaliste. Le fétichisme de la marchandise consiste donc à prendre des rapports entre des choses comme déterminant de prétendues lois économiques, au lieu qu'il s'agit de rapports sociaux entre les hommes (et donc, comme le disait Marx, non pas d'économie, mais d'économie politique). En apparence il y a l'argent, les prix, les profits, etc. En réalité il y a la valeur (la quantité de travail social que contient chaque marchandise) et les lois capitalistes de la valorisation. Mais tout cela est masqué par les formes apparentes¹⁶ (l'apparence existe néanmoins, l'erreur est d'en ignorer l'essence). Ce « fétichisme de la marchandise », qui met le monde à l'envers, prend les effets pour les causes, l'apparence pour l'essence, est ainsi à la base de l'idéologie bourgeoise. Comme toute idéologie elle ne fait pas que tromper, elle ne manifeste pas seulement l'ignorance de ses porteurs, elle la motive, la développe en la présentant comme « science économique », et elle suscite effectivement des comportements (d'investissements, d'exploitation, de luttes salariales, etc.), des projets politiques, notamment ceux qui servent de base aux extrémismes populistes. Sans le fétichisme de la marchandise il ne pourrait pas y avoir de fétichisme de l'État.

Car effectivement le fétichisme de la marchandise se double aussitôt de celui de l'État, selon lequel celui-ci pourrait servir un supposé « intérêt général » parce qu'il aurait la capacité de soumettre le capital « au service de l'Homme », selon l'expression à la mode chez les idéologues de gauche (c'est-à-dire de l'aile gauche de la bourgeoisie). Illusion qui ignore évidemment que l'État est un produit

¹⁵ Sur ce concept, fondamental pour comprendre la domination idéologique de la bourgeoisie, voir K. I, 1, p. 83-94.

¹⁶ Voir T. Thomas, *Le Capitalisme des deux mondes* – Paris, 1990 (le « monde enchanté » – dixit Marx – de l'économie bourgeoise, et celui du MPC dans toute sa réalité).

inhérent au système capitaliste, dont le rôle est, et ne peut être, que d'œuvrer à sa reproduction, donc, notamment, à la valorisation du capital. Elle repose nécessairement sur le fétichisme de la marchandise puisque c'est lui qui, faisant croire que l'économie est faite seulement de rapports entre des choses, entre leurs quantités, permet d'imaginer que des États, avec leurs experts, puissent diriger l'économie, décider de la croissance comme de la répartition des richesses, puisque des quantités, ça peut se calculer, se réguler, se répartir.

Ce double fétichisme, qui trouve ses fondements dans des apparences, superficielles donc, mais bien réelles néanmoins, constitue le socle de l'idéologie étatiste, et aussi, plus généralement, un socle de l'idéologie bourgeoise, sur lequel peut se développer toute une propagande, d'autant plus massive que la haute bourgeoisie domine entièrement les moyens matériels, de plus en plus sophistiqués, de la diffusion des idées et des informations. Tous les grands médias sont la propriété de l'État et d'un petit nombre de capitalistes, qui stipendient les journalistes et intellectuels qui leur conviennent. Ils ont pour fonction de faire croire que le capitalisme, s'il peut être amélioré (ce qui leur fait prendre parfois une attitude superficiellement critique qui fait « démocratique », « liberté d'opinion », et semble les parer « d'indépendance »), est néanmoins indépassable. Il s'agit aussi de promouvoir partout, tout le temps, par tous les moyens de la « communication » (ensemble de techniques sophistiquées de manipulation), des pensées et comportements conformes aux nécessités du capitalisme, développant l'idéologie bourgeoise à travers toutes sortes de « spectacles » pour reprendre le terme de Guy Debord, discours, mises en scène, événements, faits divers, campagnes de presse, jeux, etc.

Pour ne citer qu'un exemple parmi les centaines qui s'offrent à nous, prenons le sport (quoi de plus apolitique au premier abord ?) puisque le peuple brésilien a récemment déclenché la première protestation de masse contre cet élément du système capitaliste. C'est, bien sûr, que le sport est très visiblement et outrageusement une affaire d'argent. Et les manifestants brésiliens protestaient, à partir d'une hausse des prix des transports en commun, contre les milliards sortis des poches des travailleurs (via la publicité et les impôts notamment) et gaspillés pour l'entreprise football, alors qu'ils souffrent de manques criants en hôpitaux, écoles, logements, etc. Mais ces milliards soutirés ne sont que la face visible de l'usage du sport dans le monde capitaliste. Son autre face, la plus essentielle, est souvent décrite comme celle d'être un « opium du peuple », une distraction au sens propre (détourner l'attention, faire oublier l'ennui, la peine, faire rêver). Mais ce n'est pas qu'une distraction qui se contente de faire évader un instant le spectateur de son existence. Ce n'est pas une distraction du tout même, si on comprend que le sport dans le capitalisme a pour fonction d'intégrer, et non pas distraire, le spectateur dans ce monde, d'entretenir et faire prospérer chez lui l'idéologie et les comportements capitalistes qui l'y incrustent et le lui font accepter.

Ainsi ce sport développe le chauvinisme. Il valorise aussi l'idée et les pratiques que tout est bon, tricheries, mensonges, dopage, violence, pour accaparer le plus possible d'argent. Y compris s'abrutir dans une mono-activité hyper-bornée, exagérément physique, depuis son jeune âge, quitte à ruiner son corps en plus de son intellect laissé en friche. Plus haut, plus vite, plus loin, plus de muscles... et alors ? Ce n'est là offrir qu'un spectacle de mercenaires qui n'enrichit en rien, au contraire, ceux qui s'en font les fans. Spectacle qui cultive la passivité des spectateurs, ou, pire encore, en amène certains à se livrer à une activité quasi animale, faite de cris, de simagrées, voire de violences imbéciles. Il ne s'agit évidemment pas pour la bourgeoisie que leur temps de loisirs puisse être un temps de conquête et de pratique active de qualité supérieure qui développerait leur humanité, leur capacité à maîtriser la construction de leur vie, à enrichir leurs rapports sociaux. Il s'agit, au contraire, de développer un temps qui contribue à leur aliénation, qui soit organisé et rempli pour et par les intérêts du capital. Des spectateurs vocifèrent « on a gagné » quand lui seul a gagné. Entendre cela doit être une vraie jouissance pour la bourgeoisie ! Bref, parmi bien d'autres activités qualifiées d'apolitiques (par exemple les activités dites culturelles ou de loisirs) ou hors champ de la domination du capital (qui ne serait, soi-disant, que dans l'économie), le sport capitaliste est un parfait exemple de véhicule idéologique et pratique contribuant à la domination pacifique du capital en renforçant chez les travailleurs dominés et dépossédés cette part d'idéologie et de comportements inhérents au fait qu'ils sont des agents du capital avant d'en être, dans certaines circonstances, les fossoyeurs. Et contribuant aussi à ce que cette domination soit de type totalitaire depuis que les États ont pris en main l'organisation systématique du sport à cet effet – ouvertement donc depuis les Jeux olympiques de Berlin, 1936, dont le Japon aurait à son tour été l'organisateur en 1940 s'il n'y avait pas eu la guerre.

Face à la grande bourgeoisie qui s'efforce de maîtriser¹⁷ tout l'espace, tout le temps, à tous les moments de la vie quotidienne, le « citoyen », autre création de l'idéologie bourgeoise, n'est plus que jamais qu'un double juridique purement imaginaire de l'individu concret, n'existant que le temps de mettre un bulletin dans l'urne par lequel il n'a qu'à choisir ceux qui lui feront les poches, organiseront sa domination et sa dépossession par l'État et les capitalistes¹⁸. Il l'est en effet d'autant plus aujourd'hui que cette domination est totalitaire, et que la bourgeoisie dispose de puissants moyens pour orienter quasiment à sa guise le vote de ces citoyens. Ainsi, exemple parmi d'autres, en organisant d'intenses et incessantes campagnes médiatiques pour exciter les peurs multiples dont le peuple est particulièrement saisi en situation de crise, et s'en servir pour le diviser en stigmatisant les étrangers, ainsi que pour justifier le développement constant de politiques dites sécuritaires permettant de renforcer le contrôle et la répression des « classes dangereuses ». Les élus sont d'ailleurs dépendants des puissances qui financent les très coûteuses campagnes électorales, et sont même aisément corruptibles puisque leur première motivation est en général de faire carrière et gagner de l'argent.

De fait il faut aussi comprendre parmi les caractéristiques de l'évolution du capitalisme vers le totalitarisme, le développement de partis et syndicats dits de gauche prétendant représenter et faire valoir les intérêts spécifiques des prolétaires, et plus largement ceux du peuple des salariés, cela par le moyen de l'influence qu'ils auraient sur l'État, par voie légale (grèves, et surtout, *in fine*, élections). Ils sont progressivement devenus de véritables appendices de l'État, des bureaucraties professionnelles extérieures à ceux qu'elles prétendent représenter, étouffant, édulcorant, réprimant systématiquement la pointe avancée de leurs luttes afin de les maintenir dans les bornes des exigences de la croissance, c'est-à-dire de la valorisation du capital. Tant que les gains de productivité étaient suffisants pour permettre une certaine élévation du niveau de vie des masses, ces organisations pouvaient avoir une forte influence sur elles en négociant le partage de ces gains avec le capital. Celui-ci de son côté, trouvait avantage à cette collaboration qui limitait la lutte de classes à cet objectif, lequel, même dans les moments où cette dernière était la plus rude, ne remettait pas en cause le capitalisme, assurait finalement l'attachement des travailleurs au capital, et stimulait même son développement, malgré les récriminations de patrons particuliers devant les concessions qu'il leur arrivait de devoir faire sur ordre de l'État (gérant des intérêts du capital en général), en permettant l'augmentation de la consommation et en stimulant davantage la mécanisation.

Cette politique dite « réformiste » ou « social-démocrate » (prétendant permettre une amélioration progressive du sort des travailleurs dans le capitalisme) trouva son plus fort développement en Europe pendant les « Trente Glorieuses » d'après-guerre. Évidemment elle nécessitait d'associer à l'État les organisations social-démocrates. Ce qui fut fait par leur intégration progressive dans la pléthore des appareils chargés de la gestion et de la reproduction de la société capitaliste. Depuis les mairies jusqu'aux Parlements et ministères, en passant par une multitude d'organismes publics ou parapublics, des dizaines de milliers de postes, bien souvent des sinécures, sont ainsi occupés par des politiciens de gauche et syndicalistes professionnels qui cogèrent la reproduction du capital en tant que supposés représentants des besoins populaires (ce qui, dans la situation actuelle du capitalisme, signifie négocier leur degré de dégradation sur le thème : mieux vaut moins que beaucoup moins, et mieux vaut beaucoup moins que pire encore. Nous y reviendrons). Pour prendre l'exemple des appareils syndicaux en France, on peut se référer au volumineux et documenté rapport Perruchot¹⁹. On y apprend notamment l'existence d'une extraordinaire

¹⁷ Guy Debord les voyait comme les maîtres « *de tout ce que l'on fait et de tout ce que l'on dit* » (*La Société du spectacle*), ce qui n'est pas vrai de l'activité révolutionnaire. Ce qui n'est aussi qu'un simple constat dont il ne voyait pas la cause.

¹⁸ Ce sont même bien souvent les élus de gauche qui ont le mieux réussi à réduire la puissance et la portée des luttes populaires, par exemple en 1936, 1945, 1968 en France, ou à les massacrer, par exemple en 1918-1920 en Allemagne.

¹⁹ Du nom du député centriste qui fut le rapporteur de la récente Commission d'enquête parlementaire constituée à cet effet. Rapport tellement gênant par les pratiques qu'il révélait sur le financement des syndicats, tant des travailleurs que patronaux, les deux parties s'entendant comme larrons en foire pour se partager un très gros gâteau, que sa publication a été repoussée à dans... 30 ans ! Mais il a fuité, et a été publié par *Le Point* en 2011 (le consulter sur le site LePoint.fr).

myriade d'organismes paritaires, pour la plupart inconnus du public, et assez souvent bidons, sinon comme sources de financement des activités syndicales²⁰ et des permanents qui y siègent. Sources qui s'ajoutent à celles, mieux connues, des postes d'administrateurs à la Sécurité sociale, l'Agirc, l'Arcco, la CNAF, les organismes du 1 % logement, Pôle emploi, etc., à celles des Comités d'entreprise (rien qu'à EDF, 4 000 permanents au CE !), au financement par l'État de nombreux permanents d'organismes de formation gérés par les syndicats (rien que pour la Fonction publique 28 000 équivalents temps plein selon le rapport, 17 000 selon les syndicats !), ainsi qu'au financement par le patronat via l'achat de pages de publicité dans les journaux syndicaux. À quoi s'ajoutent encore le paiement d'heures pour activités syndicales, la mise à disposition de matériels, de locaux, et bien d'autres sources encore que détaille ce rapport.

Tant et si bien qu'en considérant l'ensemble de toutes ces aides pour les activités des syndicats de salariés, tant dans le secteur privé que public, ce rapport aboutit à la conclusion suivante (approximative tant, dit-il, tout cela est opaque) :

Sur un coût annuel des activités syndicales de 3,8 à 3,9 milliards d'euros, les cotisations (nettes du cadeau fiscal de 66 % des cotisations brutes qui est comptabilisé par ce rapport comme aide de l'État) n'en représentent que 3 à 4 %. Tout le reste provient de financements par les employeurs publics et privés (pour 3,5 milliards, soit 90 %), du « paritarisme » (2 %), de subventions publiques (4 à 5 %).

Certains diront que ce sont là « des conquêtes ouvrières », des concessions et de l'argent arrachés au capital, qui facilitent l'activité syndicale pour le plus grand bien des travailleurs. Oui, mais quelle activité ? Car il y a l'autre face de la médaille, aujourd'hui bien plus déterminante pour caractériser cette activité, qui est que la pieuvre étatique a avalé les appareils dirigeant les syndicats. Dis-moi qui te paie et je te dirais qui tu sers ! Quand il n'y a que 5 à 8 % de travailleurs syndiqués, il est certes évident qu'ils ne peuvent pas financer annuellement près de 4 milliards d'euros. Mais il est tout aussi évident qu'alors, avec moins de 5 % de ressources propres, les syndicats de travailleurs ne sont ni « libres » ni « indépendants » du capital et de son État. Cette vaste bureaucratie syndicale doit en fait être aujourd'hui considérée comme faisant partie d'un quasi appareil d'État (la multitude d'organismes évoqués ci-dessus), dans lequel elle cogère la force de travail avec lui et le patronat²¹. La perpétuation de son existence en est sa récompense. Comme cet appareil permet à beaucoup de ses membres (il n'est évidemment pas question ici des militants qui se battent durement sur le terrain avec abnégation et au risque de la répression) l'accès à des activités bien moins pénibles que celles des travailleurs qu'ils prétendent représenter bien que 92 à 95 % de ceux-ci n'adhèrent pas, il est inéluctable que, comme toute bureaucratie d'ailleurs, elle ait pour premier souci de conserver, et si possible d'élargir, ses avantages et prérogatives, bref de se perpétuer. Elle doit donc pour cela chercher à obtenir quelques miettes pour sa clientèle, les représentés. Elle doit donc s'appuyer sur leurs luttes pour arracher quelques concessions aux représentants du capital, donner l'impression qu'elle les y oblige, s'oppose à eux. Mais elle doit aussi, pour conserver les avantages et prérogatives que lui ont consentis ces représentants, les assurer de sa capacité à

²⁰ En jouant sur les mots, les dirigeants syndicaux affirment que le financement des activités syndicales n'est pas le financement des syndicats ! Or les termes « activités syndicales » dont le rapport Perruchot montre le financement recouvrent l'activité des appareils syndicaux, qui y apparaissent bien activités bureaucratiques, rémunérées, de cogestion dans la myriade d'organismes où siègent leurs membres.

²¹ Les intentions de la bourgeoisie ont toujours été claires à ce propos. Pour le père de la loi du 21 mars 1884 qui légalise les syndicats, Waldeck-Rousseau : « *Les syndicats ne font pas seulement les grèves, ils les régularisent, les disciplinent.* » Pour son collègue Jules Ferry : « *En autorisant les syndicats professionnels, ce gouvernement met en place une administration de l'élite des ouvriers prompt à l'arbitrage de la préfecture et capable d'isoler les agitateurs professionnels.* » Propos tenus à la Chambre des députés, le 31 janvier 1884. Et propos sans cesse confirmés par les faits, comme récemment par la révélation d'un financement occulte, en liquide, des syndicats des salariés par le principal syndicat patronal, l'UIMM, qui avoue avoir voulu par ce moyen « *fluidifier le dialogue social* », autrement dit mettre de l'huile dans les rouages de la collaboration. Au tribunal, son ex-dirigeant, M. Denis Gautier-Sauvagnac, est encore plus clair, déclarant que : « *le patronat avait besoin de syndicats solides. Quand on a des grèves avec séquestrations, on est bien content d'avoir un syndicat capable de canaliser les débordements et de favoriser une reprise du travail.* » (Les Échos du 21 octobre 2013)

contrôler ces luttes afin qu'elles n'aillent pas jusqu'à remettre en cause leurs positions, et encore moins l'État qu'elle cogère. D'ailleurs elle ne rate jamais l'occasion que peut lui fournir un mouvement gréviste important, par exemple mai-juin 68, pour monnayer les limites dans lesquelles elle a réussi à le contraindre contre l'obtention d'un élargissement des droits syndicaux, c'est-à-dire essentiellement de ses avantages et prérogatives. Que les prolétaires aient, dans leur majorité, accepté cette situation dans laquelle cette bureaucratie, un pouvoir hors d'eux, décide le plus souvent dans leur dos, à leur insu, à leur place, et selon ses propres intérêts de perpétuation, tient en partie à l'ignorance où ils sont de tout ce qu'elle fait, mais surtout à l'idéologie de ce que l'on peut appeler « le vieux mouvement ouvrier » dont on reparlera plus loin. Quoi qu'il en soit, on a, avec la bureaucratisation et l'intégration des syndicats comme un des appareils de l'État, un exemple significatif de l'avancée du système capitaliste dans le totalitarisme.

Un autre exemple est celui de l'extension des pouvoirs attribués à des organismes pas même élus qui ont achevé de reléguer les Parlements et autres à un rôle de moulins à paroles et de répartition des sinécures. Par exemple en France, le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel, la Cour de cassation, la Banque de France supplée par la BCE, et bien d'autres de moindre notoriété, tandis que dans les ministères ce sont les hauts fonctionnaires qui exercent l'essentiel du pouvoir (avec le relais des préfetures), ainsi qu'évidemment dans les appareils policiers et militaires. Sans oublier les pouvoirs confiés aux instances européennes, lesquelles sont un summum de non démocratie. Et s'y ajoutent encore les organismes internationaux, tels l'OTAN ou le FMI pour les plus connus. À tel point que « *la plupart des décisions échappent aujourd'hui à l'espace du vote* »²², ou qu'un député PS peut affirmer : « *avant j'étais dans l'opposition, je ne servais à rien ; aujourd'hui je suis dans la majorité et je ne sers pas à grand-chose* »²³. Et quand, par extraordinaire, on consulte le peuple sur une question importante, sa volonté est immédiatement bafouée si elle ne convient pas aux puissants, comme en témoigne par exemple l'annulation de celle exprimée clairement contre le projet de Constitution européenne de 2005, malgré l'intense campagne médiatique menée en faveur de son adoption. Pire, quand, grâce à quelques « lanceurs d'alerte » courageux, ou plutôt en l'occurrence téméraires, on découvre de temps à autre l'ampleur de la surveillance policière sur des milliards d'individus (système PRISM et autres), ou certains des agissements frauduleux ou plus ou moins criminels que, bien que soi-disant démocratiques, les États cachent soigneusement aux citoyens malgré leur importance (par exemple les câbles diplomatiques révélés par Wikileaks), ils sont poursuivis et condamnés au lieu qu'ils devraient être félicités. Le mensonge est aussi monnaie courante pour berner l'opinion publique, comme en témoigne, par exemple, la légende des « armes de destruction massive » utilisée pour justifier les guerres d'Irak et leur million de morts (mais cela Goebbels l'avait déjà théorisé).

Le contrôle et l'espionnage des individus « libres » sont maintenant partout, à tout propos. Il suffit de marcher dans la rue, d'entrer dans un bâtiment, de prendre un transport en commun, pour être la cible d'une caméra de surveillance, d'utiliser une carte de crédit ou internet pour que vos relations, opinions, centres d'intérêt soient relevés et contrôlés, de téléphoner pour être espionné. Partout sont perfectionnées et répandues des technologies dites sécuritaires qui font du citoyen un être perpétuellement surveillé, ou pouvant l'être à tout moment. Et jamais la population carcérale ou soumise à un contrôle judiciaire n'a été aussi élevée²⁴. Ce qui est peut-être le plus terrible, c'est que l'extrême désordre, l'extrême dégradation et désagrégation de la société qu'engendre le capitalisme sénile contemporain, font qu'ils engendrent aussi le besoin sécuritaire chez les individus, plus prompts en général à lutter contre les effets que contre les causes. Besoin que le pouvoir médiatique excite en permanence par des campagnes faites pour susciter la peur, l'hostilité vis-à-vis des autres plutôt que contre le capital. Besoin que l'État, pompier pyromane, s'empresse d'essayer de satisfaire puisque cela renforce son pouvoir, celui du capital, sur la population. « *Nous*

²² L'universitaire P. Breton, in *Le Monde*, 14/02/01.

²³ *Le Parisien*, 23/04/13.

²⁴ À ce propos, il est remarquable de constater que l'explosion de la population carcérale aux U.S.A. (10 fois plus qu'en France) décolle brusquement à partir du début des années 70, c'est-à-dire du début de la crise actuelle.

acceptons de vivre dans une société pénitentiaire parce que le contraire semble beaucoup plus dangereux. »²⁵ Et on accepte aussi que le prétexte sécuritaire serve à justifier maintes expéditions militaires néocoloniales : il suffit de les baptiser d'opérations contre des terroristes. De sorte, finalement, que le besoin sécuritaire engendré par l'insécurité grandissante d'un système capitaliste à bout de souffle amène, paradoxalement, à faire adhérer, ou du moins à faire accepter passivement, une grande partie de la population à cet aspect important de l'évolution totalitaire de l'État qui a pour fonction de perpétuer ce système.

Arrêtons là la déjà longue liste des faits qui attestent de l'évolution de la domination du capital sous des formes de plus en plus totalitaires : elle crève les yeux, tellement que beaucoup ne la voient pas. Pour autant elle n'est pas achevée. La crise économique actuelle exige pour que se maintienne le système capitaliste, nous l'avons rappelé, un accroissement de l'extraction de la pl sous sa forme absolue, donc aussi une aggravation de la domination du capital sur les prolétaires sous des formes beaucoup plus brutales. Ce qui est l'affaire de l'État. La paupérisation des masses et le chômage ne peuvent que s'accroître. Ce qui génère une crise politique, qui menace, non pas nécessairement le capitalisme (pour cela il ne faudrait pas seulement une crise, mais une révolution politique), mais à tout le moins le personnel politique dirigeant l'État, qui amène à modifier le mode de gouvernement de l'État, sa façon de dominer la société et d'organiser la reproduction du capital.

C'est que le peuple est toujours poussé à exiger de l'État d'être ce que l'idéologie et la propagande bourgeoises lui ont fait croire qu'il est : défenseur de l'intérêt général, garant de son existence, de la croissance, de l'emploi, de la juste répartition des richesses. Cette exigence s'exacerbe avec la crise, les peurs qu'elle engendre, un présent qui se fait de plus en plus difficile, et l'avenir pire encore. Constatant que l'État est incapable de remplir ce qu'il croit être son rôle, mais croyant (en vertu des fétichismes dont nous avons parlé) qu'il le pourrait s'il était bien dirigé, le peuple est alors plus ou moins séduit par les sirènes « populistes », à l'illusion du « coup de balai », du « qu'ils s'en aillent tous » et qu'on en mette d'autres à la place des élites politiques traditionnelles qui s'avèrent effectivement aussi inefficaces à satisfaire ses besoins que corrompues et promptes à satisfaire aux exigences brutales de la valorisation du capital, à protéger les spéculateurs et à favoriser l'enrichissement exorbitant d'une mince couche de dirigeants. Ces « populistes » affirment qu'ils sauront, eux, tenir en laisse le capital et le mettre au service du peuple en sachant diriger l'État comme l'idéologie bourgeoise dit qu'il devrait l'être.

Entre la haute bourgeoisie et les « populistes » il y a là les prémices d'une crise politique, qui, en termes de classes, s'analyse comme un affaiblissement de la direction de la haute bourgeoisie sur son alliance avec les couches moyennes et populaires qui était jusqu'à présent l'assise de l'État démocratique bourgeois. Or, pour la bourgeoisie, il est évidemment plus avantageux et plus sûr d'occuper elle-même l'État. Plus avantageux : elle peut y caser à des postes lucratifs des dizaines de milliers de ses membres. Plus sûr : qui mieux qu'elle peut diriger le capitalisme dont elle connaît tous les rouages ? Voilà longtemps qu'elle a décidé de se réserver l'accès aux études supérieures, qu'elle s'est éduquée aux meilleures façons de valoriser le capital, qu'elle en confie la direction à l'élite qui s'en dégage. Sélectionner une telle élite, lui confier le pouvoir, ne peut être le fait du peuple ignare, influençable par toutes les démagogies ou toutes les utopies. C'est une vieille antienne. Voltaire et ses collègues pensaient déjà que le peuple ne pouvait qu'être dirigé par des despotes éclairés par eux, les Lumières. Et Sieyès, qui avait un temps affirmé que le Tiers État devait être tout, confirmait cette opinion très largement partagée dans les rangs de la bourgeoisie républicaine en affirmant que le peuple n'a « *ni assez d'instruction, ni assez de loisirs* » pour gouverner.

Bien sûr la vérité que tentent de masquer ces arguments est que, si le peuple n'est, certes, pas le mieux qualifié pour organiser la valorisation du capital et la répartition des richesses qui découlent des rapports de propriété capitalistes, ni pour garantir ceux-ci, il peut l'être pour se révolter contre ce système. C'est donc surtout pour empêcher toute opinion révolutionnaire de se faire connaître et de prospérer, pour étouffer le développement d'une critique radicale et pratique du capitalisme que la bourgeoisie proclame que, puisqu'il n'est pas capable de bien diriger la reproduction de la société capitaliste, c'est qu'il est incapable d'en diriger aucune. Les « populistes » l'embarrassent aujourd'hui parce qu'ils sèment la zizanie dans le camp du capital, qu'ils prétendent diriger l'État à

²⁵ Michael Hardt et Antonio Negri, *Déclaration, ceci n'est pas un manifeste*, éd. Raisons d'agir, Paris, 2013, p. 31.

sa place, et que leurs projets aggraveront plus encore la crise. Mais elle les tolère, ne les réprime pas, parce qu'ils sont des partisans de la reproduction du capital, de sa croissance, ce qui peut malgré tout lui être bien utile dans la mesure où ils influencent une partie du peuple dans ce sens, et en faveur d'un État capitaliste renforcé : ils sont donc quand même pour elle une éventualité bien plus favorable que celle d'une révolution politique qui détruirait cet État afin d'abolir les classes.

Pour compléter ce bref exposé de l'évolution historique du MPC vers le totalitarisme, il convient d'observer que ce que l'idéologie bourgeoise nomme ainsi – et dont les analyses de Hannah Arendt sont la référence – est loin de rendre compte de cette réalité dans toute son ampleur, telle qu'elle vient d'être brièvement montrée. En résumé, elle oppose comme antagoniques État bourgeois démocratique et État bourgeois fasciste. Elle en reste ainsi à opposer différentes formes de cet État, telles que séparation (ou pas) des pouvoirs législatifs, exécutifs, judiciaires (« État de droit »), pluralité (ou pas) des partis politiques, liberté (ou pas) d'expression, etc. Or, non seulement ces différentes formes ne sont que différentes modalités d'exercice de la dictature bourgeoise, de la domination absolue du capital, mais leurs différences tendent toutes, dans le capitalisme moderne, à s'effacer. En effet, même dans les régimes se prétendant démocratiques, l'État s'hypertrophie en une immense bureaucratie vidée de tout contenu démocratique, dont les différents appareils, qui se concurrencent pour obtenir le plus de moyens et d'influence, sont néanmoins interdépendants et non pas séparés, et se posent tous ensemble comme un pouvoir totalitaire (au sens où ce terme a été défini ci-dessus) sur les « citoyens ». De sorte que le fascisme sera peut-être encore, comme il l'a déjà été, plus une prolongation – y compris en termes de massacres de masse ²⁶ – qu'une rupture avec cette tendance historique au totalitarisme. On sait d'ailleurs que la quasi-totalité des hauts dirigeants fascistes (et bien sûr la masse des dirigeants intermédiaires et inférieurs) poursuivirent tranquillement leurs carrières après 1945. Les historiens en ont souvent rendu compte, comme encore récemment l'Allemand Michael Wolffsohn reconnaissant que : « *L'Allemagne d'après-guerre a été marquée par une continuité dans le personnel politique et judiciaire et dans l'appareil policier [...] Le véritable miracle (sic !) de la République fédérale, c'est d'avoir construit une démocratie avec le même personnel politique que sous le nazisme.* » ²⁷ En France aussi. Le collaborateur de Pétain (puis ministre brutal partisan de l'Algérie colonisée), F. Mitterrand, en a même été le président socialiste.

Ainsi Hannah Arendt ne voit pas que le totalitarisme ne se limite pas à une forme d'État, le fascisme, mais définit une dépossession totale des individus dans tous les domaines de leur vie, dans tous les rapports sociaux, qu'ils soient ceux de l'infrastructure ou de la superstructure, pour reprendre le vocabulaire de Marx. Elle ne voit pas que c'est une tendance nécessaire du capitalisme, nécessaire à la reproduction du capital, à l'évolution historique des conditions de cette valorisation ²⁸. Elle ne voit donc pas non plus que les États contemporains dits démocratiques sont aussi, à leur façon, des États totalitaires, parce que c'est l'ensemble du système capitaliste moderne qui l'est.

Certes, certains idéologues proches des thèses de Hannah Arendt ont plus particulièrement insisté sur les bases matérielles du totalitarisme, établissant un lien entre le développement du machinisme et celui de l'aliénation-abrutissement des masses doublé d'une technocratisation-bureaucratisation de l'État se faisant tentaculaire et totalitaire. Mais ils ne voient la cause de ces phénomènes que dans le développement des sciences et des techniques appliquées à la production, qui rendrait impossible selon eux que les individus les maîtrisent, soient possesseurs des conditions organiques de leur vie (du coup certains en tirent la conclusion que seul un retour à la petite production et à l'artisanat permettrait cette maîtrise, cette possession !). Ils ne voient pas les caractères spécifiquement

²⁶ Les très nombreuses guerres impérialistes menées, en permanence, par les « grandes démocraties » modèles après 1945 ont causé beaucoup plus de morts, d'estropiés à vie et de ravages divers que toute la Seconde Guerre mondiale.

²⁷ Cité dans *Le Parisien*, 04/09/2013, en réponse à la question : pourquoi l'Allemagne de l'Ouest n'a-t-elle jamais voulu extradier le responsable du massacre d'Oradour-sur-Glane, le général SS Lammerding, mort tranquillement dans son lit ?

²⁸ Redisons ici qu'il n'y a pas de déterminisme mécanique, mais des situations concrètes. Par exemple, dans les années 30, tous les pays capitalistes développés subissent la même crise, mais tous ne sont pas devenus fascistes (ainsi en Allemagne, le traité de Versailles et d'autres facteurs spécifiques, tel l'écrasement des forces révolutionnaires en 1919, ont joué un rôle important). Ce qui est vrai, c'est la tendance générale au totalitarisme, laquelle n'est pas uniforme dans le temps pour tous les pays, et peut prendre diverses formes étatiques.

capitalistes de ce développement, notamment la division sociale du travail intellectuels/exécutants qui est, dans le capitalisme moderne, la manifestation la plus profonde et la mieux cachée des rapports d'appropriation-dépossession et de domination qui sont le capital. Ils ne voient pas, dans le développement du machinisme lui-même, les conditions qui permettent de briser ces rapports (notamment celle du temps libéré du travail contraint) en même temps que la subsumption des masses prolétaires sous le machinisme et sous l'État. Il serait donc impossible, selon eux, d'éviter une sorte de totalitarisme de type orwellien. Ce que les idéologues du fascisme (tel le philosophe nazi Heidegger, dont Hannah Arendt fut un temps très proche) ont théorisé à leur façon : puisque l'individu n'existe plus en tant qu'individu privé, qu'il n'est plus qu'un élément parmi d'autres d'une communauté nationale que seule une petite élite peut diriger, le mieux qu'il puisse faire pour satisfaire ses besoins est de se consacrer corps et âme à la rendre la plus puissante possible. Ce qui n'est qu'une totale aliénation à cette communauté et à ses chefs « qui savent », l'individu n'étant, lui, qu'un élément totalement subordonné, discipliné et aveugle.

Pour conclure, on voit que l'usage que font les idéologues bourgeois du mot totalitarisme en le limitant à la désignation de formes fascistes de l'État consiste : 1°) à masquer que c'est l'ensemble du système capitaliste qui est devenu totalitaire ; 2°) à prétendre que l'alternative aujourd'hui serait entre la forme fasciste du totalitarisme et sa forme démocratique, deux formes de l'État bourgeois ; 3°) à condamner par avance toute lutte révolutionnaire comme ne pouvant nécessairement que déboucher sur un État totalitaire puisqu'une telle lutte, par définition, détruit l'État bourgeois existant, qu'il se dise ou pas démocratique, ne se limite pas à l'antifascisme.

3. LA DROITE EXTRÊME ET LA CRISE

Les fascismes des années 30²⁹, en Allemagne comme en Italie, ne furent pas initialement une création de la bourgeoisie, qui y avait déjà écrasé les insurrections prolétaires d'après-guerre, mais essentiellement un surgissement « d'en bas »³⁰, une manifestation de l'enragement d'une masse hétéroclite d'individus, causé par la crise et accentué par le sentiment d'avoir été injustement désavantagés et maltraités par les traités d'après-guerre.

Un surgissement du même type se développe aujourd'hui. Il n'est pas difficile à constater. Sociologues et autres observateurs des mouvements sociaux reconnaissent aisément que la montée d'une sorte de néofascisme est une conséquence de la crise qui fait dégringoler l'échelle sociale à des millions d'individus, et jusqu'au niveau du trottoir, et même en dessous, suscitant peurs, angoisses et rage à l'encontre de groupes que leur bon sens borné (populiste !), attisé par quelques habiles démagogues, leur désigne comme responsables : les politiciens pourris, les étrangers, les rouges fauteurs de troubles.

Comme ils ne voient pas les causes de cette crise, ils ne peuvent évidemment rien proposer qui la résoudrait et supprimerait ainsi cette dégringolade. Ils se limitent à constater la coïncidence, certes bien réelle, entre une crise profonde du capitalisme développé et la montée d'une idéologie fascisante et des comportements qui en découlent. Ils n'expliquent pas non plus pourquoi ladite crise engendre précisément cette idéologie. Ils ne le peuvent pas parce que ce serait remettre en cause l'idéologie de l'État et de la Nation qu'ils ont eux-mêmes répandue, et continuent à répandre. En effet, l'idéologie fasciste est une manifestation exacerbée des fétichismes de l'État, de la Nation et de la marchandise générés par les rapports sociaux de propriété qui définissent le capitalisme. Lesquels fétichismes et rapports ont été abondamment propagés et justifiés depuis quelque trois siècles par les idéologues bourgeois. On sait³¹ que dans ces fétichismes la Nation est une communauté d'individus s'associant volontairement par le moyen de l'État. Alors qu'elle n'est qu'une communauté imaginée³², puisqu'y règnent en réalité les divisions des intérêts privés concurrents et les antagonismes de classes. Tellement imaginaire d'ailleurs – mais l'imaginaire suscite néanmoins des comportements – qu'elle n'a d'existence concrète que comme État, un organe extérieur à ces individus, qui ne les unit que parce qu'il les domine et les contraint, et comme patriotisme, c'est-à-dire l'enrôlement des individus dominés dans la lutte et la guerre contre d'autres, au profit des seuls dominants³³, que l'État organise et impose. On a vu que, dans le fétichisme de l'État, celui-ci doit et peut assurer le bien-être du peuple qu'il domine. Dans le

²⁹ Pour une analyse plus développée des fascismes, voir *Les Racines du fascisme*. T. Thomas, éd. Albatroz, Paris, 1996.

³⁰ Ce n'est que progressivement que le grand capital soutint le fascisme. Des intellectuels bourgeois comme l'écrivain autrichien S. Zweig ou l'espagnol Ortega Y Gasset (cf. *La Révolte des masses*, 1929) étaient assez représentatifs de la méfiance initiale de leur classe à l'égard du fascisme qu'ils voyaient comme une sorte de démocratie populaire, un mouvement politique aboutissant à ce que les masses incultes imposent leurs idées bornées et grégaires à la place des « valeurs » nobles et raffinées de la véritable élite. Ce que pensent toujours aujourd'hui leurs successeurs des « populistes », au vu sans doute des « succès » obtenus par cette « véritable élite » !

³¹ Cf. *Les Racines du fascisme*, op. cité, chapitre 1.

³² Deux types principaux d'idéologie existent pour « justifier » celle de la nation : la nation ethnique (association « naturelle » fondée sur le Volk, le sang, la race), ou la nation « citoyenne » (association construite, fondée sur l'histoire, la volonté, le projet communs). En termes juridiques : « droit du sang », ou « droit du sol ».

³³ « Pris individuellement, le bourgeois lutte contre les autres, mais en tant que classe les bourgeois ont un intérêt commun, et cette solidarité, que l'on voit se tourner au-dedans contre le prolétariat, se tourne au-dehors contre les bourgeois des autres nations. C'est ce que le bourgeois appelle sa nationalité. » K. Marx, *À propos du système national de l'économie politique de F. List*, éd. Pléiade, III, *Œuvres philosophiques*, p. 1436. Le prolétaire se donne aussi cette nationalité quand il croit que plus le capital dont il dépend est puissant, plus son maître est gros et gras, et plus il aura de miettes.

fétichisme de la Nation cela veut dire qu'il fait croître sa puissance, en réalité celle du capital dit national.

Et cela veut dire développement de l'impérialisme, de la course aux approvisionnements, aux débouchés, à l'expansion de l'aire de la valorisation du capital en même temps qu'augmente aussi sa concentration : la domination du capital se fait totalitaire, et sous des formes particulièrement meurtrières, à l'échelle mondiale.

Bref, le fascisme n'invente rien, il pousse à bout, exacerbe au plus haut point, les tendances totalitaires inhérentes à l'accumulation du capital. Ce « surgissement d'en bas » d'une masse hétérogène de mécontents enragés et imbibés de ces fétichismes qui fondent l'idéologie et les comportements bourgeois advient quand, apeurés, paniqués par les effets sur eux d'une crise du capitalisme moderne, ils constatent que l'État ne joue pas le rôle que cette idéologie leur fait croire devoir et pouvoir être le sien : représenter leur puissance, assurer les conditions de leur existence³⁴. Ceux-là ne disent pas : l'État n'est pas ce que je pensais qu'il était, mais : s'il est impuissant à me servir, s'il m'abandonne au lieu de me faire vivre, c'est qu'il est mal gouverné.

Alors c'est la crise politique, le rejet de l'élite bourgeoise traditionnelle, avec son alternance droite-gauche qui ne change jamais rien au système et à ses tares. On exige le grand « coup de balai », que s'en aillent de la tête de l'État tous ces gens incapables de redresser la situation, mais si capables de se servir de l'État pour s'enrichir, eux, leurs familles, leurs amis, leurs clientèles. Ce ramassis de mécontents enragés, pleins de peurs (de la crise, des immigrés, des voleurs, des révolutionnaires, des homosexuels...), s'imaginent que c'est simplement parce que l'État est aux mains de politiciens immoraux et corrompus, ne défendant que leurs intérêts et ceux de la finance, mondialisée et donc apatride (cosmopolite disait-on dans les années 30), bradant l'intérêt national à la bureaucratie européenne – et tout cela sont des évidences bien visibles – qu'il ne les représente pas, ne résout pas leurs problèmes, ne s'y intéresse même pas : les abandonne (le « sentiment d'abandon » comme disent les sociologues est évidemment l'apanage de ceux qui attendent tout de l'État).

La solution serait donc ce grand « coup de balai » qui permettrait de confier l'État à de bons chefs, probes, déterminés à nettoyer les écuries d'Augias, cette pétaudière politicienne, aptes à représenter vraiment le « tous », la Nation, de renforcer son unité pour qu'elle défende ses intérêts dans ce monde rempli de concurrents (toujours déloyaux par définition), de financiers cosmopolites, d'étrangers envahissants, coucoux voulant prendre votre place et profiter de vos « acquis sociaux », d'ennemis complotant votre perte.

On peut d'ailleurs observer que, plus dans la réalité la société civile se divise et se désagrège – ce qui est évidemment le cas en période de crise où se développe d'abord le sauve-qui-peut individuel et où s'exacerbent les antagonismes, y compris au sein de l'élite bourgeoise dominante (par exemple : libéraux/étatistes néokeynésiens, pro et anti-européens) –, et plus l'unité ne réside que dans l'imaginaire de la Nation et de son bras armé, l'État. Ce que les idéologues néofascistes s'efforcent de renforcer.

Ils proclament sur tous les tons qu'eux sauront restaurer la puissance de la Nation, en la sortant des griffes des financiers, des capitalistes mondialisés adeptes des délocalisations, des envahisseurs immigrés, et en soutenant parallèlement les « bons capitalistes », ceux qui accepteraient d'investir vertueusement pour et dans la patrie. Ceux-là seront aussi protégés de la concurrence, qui ne peut être que déloyale, des concurrents étrangers par un protectionnisme renforcé. Tout opposant à cette soi-disant restauration sera évidemment stigmatisé, voire condamné et puni, comme antipatriote, déserteur, agent de l'étranger. Ainsi on aurait l'union pour le bien commun au lieu de la dispute pour les postes ; l'ordre et l'efficacité au lieu de la gabegie ; l'honnêteté au lieu des turpitudes ; la volonté au lieu de l'abandon, et, récompense finale, la puissance au lieu de

³⁴ Simples quémandeurs sont ceux qui attendent tout pour eux de l'État et de leur acceptation volontaire de cette servitude (La Boétie). « Dès 1931 [...] le peuple, animé de sentiments révolutionnaires, se tournait en masse vers Hitler parce qu'il souhaitait un bouleversement social, mais en même temps avait peur d'un changement de type rationnel. Hitler les soulagea de la responsabilité de leur propre destin, dont le mouvement révolutionnaire leur laissait le fardeau. » W. Reich, *Les Hommes et l'État*, éd. Constantin Sinelnikoff, Nice, 1972, p. 124. Hitler les achètera, après avoir éliminé les opposants antifascistes, en pillant pour eux, et avec eux, les peuples conquis (cf. Günter Aly, *Comment Hitler a acheté le peuple allemand*, éd. Flammarion).

l'impuissance, la victoire au lieu des défaites ³⁵.

L'expérience historique devrait avoir assez prouvé combien est illusoire et catastrophique ce type d'idéologie, qui prétend, par des moyens aussi simplistes que brutaux, créer une troisième voie « *ni communiste, ni capitaliste, mais nationale et rationnelle* ». Néanmoins la croissance de partis néofascistes dans toute l'Europe manifeste qu'il n'en est rien. Par exemple en France, alors que le FN sous la direction de Le Pen père n'était qu'un parti d'extrême droite, ultranationaliste et xénophobe, mais prônant paradoxalement un capitalisme « libéral » de type reaganien ou thatchérien, il se fascise avec Le Pen fille, c'est-à-dire cherche à conquérir une base populaire élargie (manœuvre que les médias qualifient de « dédiablement » alors qu'elle est encore plus diabolique). Il continue à stigmatiser les immigrés, mais au nom de la défense de la laïcité, ce qui fait plus progressiste. Il présente son ultranationalisme comme le moyen du progrès social et une critique des gros capitalistes mondialisés. Il évoque une éventuelle nationalisation des entreprises « stratégiques » pour les sortir des griffes des financiers apatrides. Il parle de moduler le taux de l'impôt sur les sociétés suivant la destination des bénéfices : élevé s'ils sont distribués aux actionnaires, plus faible s'ils sont affectés aux salariés et à l'investissement sur le territoire national. Il propose de fusionner la CSG avec l'impôt sur le revenu afin de la rendre proportionnelle à ceux-ci. Il présente le renforcement du protectionnisme comme une lutte progressiste contre « le dumping social et écologique » des concurrents étrangers, et la sortie de l'Europe (qui, un comble, serait selon lui allemande, le vieil ennemi) comme la restauration du pouvoir du peuple contre la bureaucratie antidémocratique bruxelloise. Il dénonce bruyamment l'impuissance et la corruption des politiciens de « l'UMPS » se partageant le gâteau de l'État en alternance.

Tout cela forme un discours populaire (qui, nous le verrons, se présente sur bien des points comme proche de celui du FG). C'est un discours semblable qu'utilisaient les fascistes allemands et italiens, avant de tourner casaque une fois au pouvoir. Pas seulement parce qu'ils ne reculaient devant aucun mensonge, aucune promesse, pour arriver au pouvoir, mais parce qu'il était contradictoire, impossible de prétendre développer un capitalisme qui soit bon pour le peuple. Et qui plus est irrationnel de prétendre le faire par des moyens bridant la croissance et la puissance du capital, alors même que celles-ci sont affirmées comme le moyen de ce but.

Or ce type de programme est aujourd'hui encore plus irrationnel, si l'on peut dire, du fait d'une situation bien différente du capitalisme. Pour ne prendre qu'un exemple, organiser un capitalisme purement français en sortant de l'Europe, et, au-delà, du marché mondialisé, à l'époque où l'aire de valorisation du capital est nécessairement mondiale, où les entreprises situées en France ne sont que des maillons, étroitement spécialisés, d'une chaîne de valorisation mondiale, où 1/3 environ de la consommation provient nécessairement de l'extérieur, conduirait à une aggravation considérable de la crise et de la misère des masses. Ainsi M^{me} Le Pen prévoit elle-même que le seul retour au franc entraînerait une dévaluation de 25 % (un minimum en fait !) par rapport à l'euro, et donc une hausse de 25 % des prix des produits devant être importés (ce qui constituerait une facture d'environ 672 milliards d'euros, 1/3 du PIB, dont 46 milliards rien que pour l'énergie). Les exportations, censées être favorisées par cette dévaluation, ne combleraient pas ce trou puisqu'elles seraient au contraire freinées par des mesures protectionnistes de rétorsion. Le capital financier imposerait toujours sa force en faisant exploser les taux d'intérêts de la dette maintenant libellée en franc, devenu pour lui une monnaie de singe. Le service de cette immense dette deviendrait alors un fardeau encore bien plus insoutenable qu'aujourd'hui, d'où de violents conflits de tous ordres, internes s'il était question de le faire supporter par le peuple, et externes, l'ultranationalisme poussant toujours face aux problèmes à affronter l'étranger.

Certes le fascisme n'est pas du côté du rationnel, mais de celui des fétichismes les plus exacerbés. Son discours peut donc séduire, quels que soient les arguments qu'on peut lui opposer. D'autant plus que seules les élites intellectuelles bourgeoises ont accès aux médias de masse, or leurs propres arguments « républicains » font immédiatement long feu puisqu'elles sont, à juste titre,

³⁵ J. Primo de Rivera, considéré comme le père du fascisme espagnol dans les années 30, écrivait : « *Nous concevons l'Espagne comme un gigantesque syndicat de producteurs [...] nationalisation des banques, du crédit. La plus-value de la production doit rester au pouvoir des syndicats [...] Nous imposerons sans défaillance un ordre de choses nouveau, sans affamés, sans politiciens professionnels, sans caciques, sans usuriers et sans spéculateurs.* »

largement discréditées comme responsables de la crise et incapables d'y mettre fin. Arguments qui, d'ailleurs, ne peuvent guère être efficaces puisqu'ils ne peuvent pas porter sur la critique de ces fétichismes, que ces élites partagent et se sont efforcées de répandre. Ainsi, même si le capital, aujourd'hui mondialisé, a encore beaucoup moins intérêt au fascisme qu'il y a un siècle, même s'il ne contribuera pas dans la même mesure qu'alors à porter M^{me} Le Pen au pouvoir, même si, plus qu'alors, « *la bourgeoisie ne peut que craindre la stupidité des masses tant qu'elles restent conservatrices, et leur intelligence dès qu'elles deviennent révolutionnaires* »³⁶, il n'en reste pas moins très possible une évolution du totalitarisme d'apparence démocratique vers une forme exacerbée, un totalitarisme de type fasciste.

Combattre ce totalitarisme ne peut pas se faire au nom de ce dont il n'est que le prolongement. Il faut aller jusqu'à sa racine (être radical), en comprenant qu'il est un résultat de l'évolution du MPC, et donc que cette racine ce sont les rapports sociaux d'appropriation qui fondent ce MPC.

³⁶ K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*. « Conservatrices » voulant dire aujourd'hui « populistes ».

4. LA GAUCHE EXTRÊME ET LA CRISE

Le FG en France est typique de ces partis qui, en Europe notamment, tentent à la faveur de la crise de revivifier la vieille idéologie réformiste-étatiste et ses programmes dits « de gauche », qui faisaient autrefois la fortune des partis, dits « communistes », de type stalinien.

On sait que la gauche a souvent fortement contribué, y compris par la répression la plus brutale quand elle gouvernait (par exemple, le PCF dans la période 1945-1947), à maintenir les revendications et luttes prolétaires dans le cadre borné des rapports sociaux capitalistes, et des conditions qui en découlent pour la reproduction du capital (notamment celle qui implique que le prolétaire le reste). Aujourd'hui le FG (en ses deux composantes, le PCF et le Parti de Gauche) se fait le continuateur de cette vieille tendance historique du mouvement prolétaire (en sa majorité du moins). Il affirme un diagnostic profondément erroné de la crise contemporaine pour en déduire des propositions, tout aussi erronées, qui sont celles qu'a toujours portées cette tendance ³⁷.

Erreur de diagnostic. La cause de la crise ne serait pas dans la dégradation ample et rapide des conditions de la valorisation du capital ³⁸, mais seulement dans les excès d'une finance ³⁹ débridée, qui affaiblit par son exubérance le « bon » capital productif en accaparant les profits qui, ainsi, ne sont ni réinvestis en nouveaux moyens de production, ni distribués en salaires afin d'augmenter la consommation. Ce qui serait l'explication de la panne de la croissance et de l'emploi.

Erreur sur la solution. Vu le diagnostic, elle apparaît évidemment toute simple. Bon dieu ! mais c'est bien sûr : « prendre aux riches » actionnaires pour faire à leur place ce qu'ils devraient faire en tant que capitalistes, donc soucieux avant tout de l'accumulation du capital (de la croissance), à savoir investir pour produire plus, et augmenter les salaires pour qu'une consommation accrue stimule cette production accrue. En même temps il faudra instaurer un fort protectionnisme pour que ce ne soient pas les importations de pays « low costs » (pardon, adeptes du dumping social et écologique) qui nourrissent cette hausse de la consommation. Et pourquoi les capitalistes ne voient-ils pas qu'ainsi la crise serait résolue, le capitalisme serait sauvé, et eux avec ? Ce serait parce que les financiers « dominateurs » n'auraient chacun que des intérêts égoïstes et de court terme, j'amasse de l'argent et après moi le déluge ! De la fantastique crise de la valorisation du capital, il n'est ici pas question !

Erreur aussi sur le moyen de cette politique de vases communicants (je prends aux riches pour investir à leur place et donner aux pauvres) que serait l'État gouverné par le FG. Ce qui revient à demander à l'organe suprême du capitalisme d'abolir les tares inhérentes à ce système, par exemple la fraude et l'évasion fiscales, ainsi que les conditions de son fonctionnement, par exemple en ruinant le crédit, si essentiel aujourd'hui à la reproduction du capital, par l'abolition des dettes qualifiées pour l'occasion « d'illégitimes ». Et pourquoi pas aussi les profits ? Comme toujours le petit bourgeois prétend que l'État du capital fasse un tri entre un « bon » et un « mauvais » capital.

Erreur enfin sur le résultat de cette politique en ce qui concerne les prolétaires : elle n'est qu'un miroir aux alouettes, de vaines promesses de politiciens chevronnés qui les condamneraient en réalité, s'ils arrivaient au pouvoir, à une existence encore plus misérable au lieu de l'avenir meilleur

³⁷ Ce qui est aussi le cas de certains groupes trotskystes.

³⁸ Cf. Crises, 1, 2, 3, 4.

³⁹ Tous les maux d'aujourd'hui « trouvent leur commune origine dans la caractéristique essentielle de notre époque : la domination sans partage du capital financier sur le monde » (brochure programme du FG, 2012, p. 7). Quant à la domination sans partage du capital tout court (dont le capital financier n'est qu'une forme particulière, aussi hypertrophié soit-il), elle n'existe pas pour le FG ! Pas plus que son état sénile qui caractérise cette crise ! Cette conception extrêmement superficielle de la cause « des maux d'aujourd'hui » était déjà celle de ceux que Marx appelait, au XIX^e siècle, « les socialistes vulgaires » quand il écrivait que, sous sa forme financière, le

capital est : « la cible la plus proche d'une critique superficielle [...] il offre la cible la plus facile pour les socialistes vulgaires [...] Le socialisme qui s'en prend au capital porteur d'intérêt comme à la "forme de base" du capital, n'est donc pas seulement enfoncé lui-même jusqu'aux oreilles dans la vision bourgeoise [...] il n'est lui-même, au plan théorique, qu'un symptôme du développement capitaliste » (cf. TPV 3, p. 552-553).

annoncé.

Rappelons brièvement les caractéristiques essentielles de cet ensemble d'erreurs.

Ces idéologues et politiciens de gauche qui résumant la crise à la domination et aux abus du capital financier devraient se rappeler ce sage conseil de Vauvenargues : « *Avant d'attaquer un abus, il faut voir si on peut en ruiner les fondements* ». S'ils les connaissaient, alors ils sauraient aussi, comme le résume l'analyse de la situation du capitalisme contemporain (cf. chapitre 1), que la caractéristique historique particulière de la crise actuelle est qu'elle n'est pas surmontable dans le cadre des rapports sociaux qui sont le capital et le capitalisme. La fameuse croissance (valorisation-accumulation du capital) ne peut être trouvée (sinon très épisodiquement et faiblement) ni par le moyen d'une augmentation de l'extraction de la pl sous sa forme absolue, comme le tentent actuellement les bourgeoisies avec acharnement, et encore moins par celle de la pl sous sa forme relative, dont les conditions se sont considérablement et définitivement dégradées au fil des trente dernières années (ce qui a d'ailleurs été la cause profonde de la crise). Ils sont encore plus superficiels quand ils mettent la dégradation de la situation des travailleurs sur le dos de « licenciements boursiers », ou autres manœuvres des capitalistes pour maximiser leurs profits. Il n'y a pas besoin que les patrons soient des méchants, des « voyous » selon une formule très à la mode à gauche, pour que la nécessité d'avoir à obtenir un taux de profit maximum – autrement dit les contraintes de la compétitivité – s'impose à eux.

Certes, l'État peut décider de « prendre aux riches ». Certes, il ne pourra pas rembourser la dette publique, et devra l'effacer d'une manière ou d'une autre (défaut, inflation), et cela quel que soit le parti au pouvoir. Certes, il peut étatiser davantage l'économie, décider d'investissements via, par exemple, une grande banque d'État ⁴⁰ (ce qui se fait d'ailleurs déjà en partie). Certes, il peut décider d'augmenter les salaires, les ressources des hôpitaux, de l'enseignement et autres « services publics ». Le programme du FG pour les élections de 2012 est ainsi une vaste énumération d'augmentations massives des dépenses de l'État (non chiffrées d'ailleurs) et de nouveaux impôts et taxes sur le capital et les capitalistes (non chiffrés également). Production, consommation, emplois, niveau de vie des travailleurs, seraient ainsi accrus par ce système néokeynésien de vases communicants. C'est oublier qu'en système capitaliste, étatisé ou pas, la production est d'abord déterminée par les exigences de la valorisation du capital, par le taux de profit. Or l'analyse montre que le capital est aujourd'hui dans une situation où les conditions de cette valorisation sont définitivement dégradées. Que l'augmentation de l'extraction de la pl sous sa forme relative, la seule qui puisse permettre, pendant un temps, une augmentation de la production et de la consommation, est quasiment bloquée.

Bref, dès lors qu'on a compris les causes profondes de la crise actuelle on sait que le programme du FG de relance étatique de l'accumulation du capital est illusoire. D'ailleurs ce serait en réalité prendre aux riches, moins pour améliorer le sort des masses populaires que pour payer une bureaucratie d'État décuplée (ce qui n'est pas peu dire vu ce qu'elle pèse déjà) et les gaspillages insensés qu'elle engendrerait inéluctablement, comme les expériences historiques l'ont amplement démontré. La répartition des richesses dépend toujours, d'une façon ou d'une autre, de celle de la propriété et de la possession des moyens qui sont nécessaires pour les produire. Et que ceux qui en sont les titulaires soient de l'État, ou nommés par lui, ne fait pas qu'ils ne soient pas moins accapareurs que les maîtres privés ⁴¹. Le même rapport de domination et d'appropriation entre les

⁴⁰ Ce qui implique une sorte de planification. Observons à ce sujet qu'une partie du mouvement fasciste des années 30, le courant dit Planiste (représenté notamment par le Belge De Man), proposait un projet du même genre, considérant que seuls l'État et ses experts technocrates pouvaient gérer l'économie tant elle était une mécanique compliquée. Cela au moyen d'un Plan à l'élaboration et exécution duquel participeraient syndicats des travailleurs et patronaux formant des corporations « ni communistes ni capitalistes », strictement « professionnelles ». À la base de telles illusions on retrouve toujours le fétichisme de la marchandise qui fait considérer l'économie comme une mécanique, que l'État pourrait donc gérer à sa guise, comme un ingénieur une machine.

⁴¹ « *La bureaucratie tient en sa possession l'essence de l'État [...] c'est sa propriété privée [...] l'autorité est le principe de son savoir, l'idolâtrie de l'autorité, sa conviction [...] Quant à l'individu bureaucrate, il fait du but de l'État son but privé : c'est la curée des postes supérieurs, le carriérisme.* » K. Marx, *Critique du droit politique hégélien*. Pléiade III, *Œuvres philosophiques*, p. 921-922.

maîtres des conditions de la production et ceux qui en sont dépossédés (qui définit le capital) subsiste, que ces maîtres soient de l'État ou n'en soient pas.

Le programme du FG n'est pas qu'illusoire, il est dangereux. Notamment en ce qu'il contient un renforcement des mesures protectionnistes, et, plus généralement, une forte propension au nationalisme. Ainsi, par exemple, le FG critique les grands patrons, non pas d'être les fonctionnaires zélés du capital, mais d'avoir « *perdu de vue l'intérêt national, l'intérêt de notre patrie républicaine, l'intérêt de notre souveraineté technique* »⁴². Outre que l'intérêt national n'a jamais été, au premier chef, qu'une justification de l'intérêt des capitalistes, et que de ce fait les prolétaires n'ont pas de patrie, le FG se fait là l'émule du FN en demandant aux capitalistes d'être de bons patriotes, ce qui ne changerait pas le sort des prolétaires, bien au contraire, ni même n'améliorerait la situation du capitalisme, bien au contraire également. En cultivant, comme le FN, même si c'est avec moins de fougue et plus de précautions oratoires, la tare nationaliste que la crise exacerbe, le FG alimente la xénophobie qui prospère sur ce sinistre terreau.

De la même façon, les grandes proclamations de guerre contre la domination de la finance mondialisée aboutiraient, si elles étaient transformées en actes, à une catastrophe pour la croissance du capital « français » tant espérée par le FG. Car, comme Marx d'ailleurs l'avait déjà observé⁴³, plus la dette de l'État est importante, et elle est aujourd'hui pharaonique, et plus la vie de l'État dépend du crédit, donc des financiers (étrangers à plus de 60 % pour la dette française) auquel il doit emprunter. Pour se sortir des griffes des financiers, il n'y a pas d'autre moyen que de sortir du capitalisme, mais cela le FG ne l'envisage pas une seconde. D'ailleurs ses maîtres à penser ne savent même pas ce qu'est le capital ! Ils sont, en particulier, totalement imprégnés à leur insu de ces fétichismes de la marchandise et de l'État qui fondent leur idéologie et leur programme politico-économique. Et qui les rapprochent, bien malgré eux et bien qu'ils jurent *mordicus* le contraire, des extrémistes de droite (ou « populistes ») du FN. Mais si ce rapprochement advient, c'est aussi que la crise exacerbe dans les masses populaires ces mêmes fétichismes, d'où la parenté entre FN comme FG qui cherchent à les conquérir pour leur opération « coup de balai » censée transformer le cours du capitalisme. C'est que, comme il a déjà été dit, c'est dans l'évolution du MPC, donc dans la situation concrète de crise où il en est arrivé aujourd'hui, que se trouvent les bases des forces politiques, notamment aujourd'hui l'influence de ces mouvements « populistes » étatistes.

⁴² Interview de M. Mélenchon publiée dans *Métro* du 03/05/2013.

⁴³ Cf. *L'Idéologie allemande*, Éditions sociales, p. 73.

5. CRISE POLITIQUE OU RÉVOLUTION POLITIQUE : RENFORCER OU ABOLIR L'ÉTAT BOURGEOIS ?

En France, comme ailleurs en Europe, il est assez probable que, la situation du peuple s'aggravant, les forces politiques traditionnelles de l'alternance droite-gauche, qui, depuis longtemps, ne constituent plus une alternative, soient déconsidérées au point d'avoir à céder la place à l'une de ces forces qu'elles qualifient de « populistes », « protestataires », « extrémistes ». Ce qui serait la manifestation d'une modification de la domination qu'exerce la grande bourgeoisie dans son alliance de classe traditionnelle avec les « couches moyennes » et une partie du prolétariat. Alliance qu'organise cahin-caha le système d'État dit démocratique puisqu'elle est une condition de son existence sous cette forme qui a l'avantage de faire croire que cet État est l'exécuteur de la volonté populaire.

Nous avons vu qu'aucune de ces forces dites « populistes » ne s'attaquait sérieusement au capital, mais seulement à quelques-uns des effets qui lui sont inhérents, à quelques capitalistes « trop » avides et mondialistes. Bref, qu'elles n'étaient pas radicales (ne s'attaquaient pas aux racines de ces effets), mais seulement extrémistes, c'est-à-dire poussant à l'extrême les tendances totalitaires inhérentes au MPC.

Nous avons vu également que le couple fétichisme de la marchandise-fétichisme de l'État leur était un fondement idéologique commun⁴⁴. Il y a d'ailleurs dans ces fétichismes complémentaires comme une logique implacable : plus l'État s'avère impuissant à résoudre la crise, à guérir les tares sociales, à soulager le peuple des maux qui l'accablent, et plus ils poussent ce peuple à penser que c'est parce que cet État n'est pas encore assez puissant, pas assez tentaculaire, n'a pas assez de moyens, et qu'il faut donc étatiser encore plus la société. De même, plus les individus ont été dépouillés de la propriété des conditions de leurs vies, et plus ils ont d'abord tendance à placer tous leurs espoirs dans l'État, comme autrefois (et même encore aujourd'hui) dans la religion, attendant de lui réconfort, sollicitude, et mieux-être. Ainsi, plus l'État s'occupe de tout, plus il est totalitaire, et plus il leur semble indispensable, plus ils lui réclament. De sorte que le capitalisme en crise suscite inéluctablement une poussée d'étatisme dans les masses, en même temps qu'un mécontentement croissant vis-à-vis de l'impuissance, des échecs de l'État. Son impuissance à sortir de la crise est bien réelle, mais elle apparaît comme celle des seuls dirigeants politiques de l'État. Laquelle est bien réelle aussi, et bien visible malgré la multitude de « communicants » qui les entourent, eux qui, faute de mieux, passent leur temps à « communiquer », c'est-à-dire à essayer de faire croire qu'ils agissent efficacement pour le bien du peuple. Impuissance qu'exploitent les extrémistes propagandistes du « coup de balai » qui, les mêmes causes provoquant les mêmes effets, s'avèreront vite tout aussi impuissants que leurs prédécesseurs à la tête de l'État. Mais en tant qu'extrémistes d'un système social en putréfaction, ils le seront aussi dans les désastres qu'ils provoqueront.

La seule possibilité aujourd'hui de sortir de la crise du capitalisme étant de sortir du capitalisme, c'est évidemment tout autre chose que de changer quelques-uns des individus qui gèrent l'État et les entreprises. Quand le Titanic coule, bien que réputé aussi insubmersible que le capitalisme, ce n'est pas changer les officiers qui sauvera les passagers. D'ailleurs les néofascistes ne proposent pas de les changer vraiment, mais qu'ils soient patriotes. Le FG propose lui une sorte de capitalisme d'État qu'il présente comme un capitalisme sans capitalistes, ou à tout le moins si fortement tenus en laisse et taxés par l'État que ce serait tout comme. En fait le capitaliste serait l'État, ou des dirigeants prétendant ne pas être des capitalistes, ou si peu, si modérément, si soucieux du bien général ! Ainsi le rapport de domination, et donc d'appropriation, capitaliste subsisterait, mais, miracle, sans ses conséquences. Déjà en son temps Marx se moquait durement de ces vieilles tartarinades : « *Bien sûr certains socialistes disent : nous avons besoin du capital, mais non du capitaliste. Le capital apparaît alors comme pure chose (toujours le fétichisme de la marchandise) [...] Certes je peux séparer le capital de tel capitaliste singulier [...] (mais) non du capitaliste qui en tant que tel fait*

⁴⁴ Et c'est bien pourquoi il y a toujours eu une certaine porosité entre les deux extrêmes (cf. Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche*, éd. Le Seuil, 1983, chapitre 6), dont furent les symboles, dans les années 30, des Doriot et Gitton (hauts dirigeants du PCF), Déat (PS), De Man (PS belge), et bien d'autres transfuges.

face au travailleur. »⁴⁵ Lequel capitaliste, aujourd'hui collectif dans la propriété financière comme dans le management, est le maître des conditions de la production, que l'entreprise soit privée ou étatisée⁴⁶.

Cette différence dans la façon de présenter leurs projets amène à remarquer que les bases idéologiques communes entre les deux courants partisans du grand « coup de balai » qui ferait devenir l'un ou l'autre « calife à la place du calife » ne doit pas conduire à les considérer comme identiques en tous points. Le courant type FG se présente comme formellement anticapitaliste, tandis que le courant type FN affiche d'abord, et surtout, un nationalisme exacerbé jusqu'à la xénophobie et au racisme, et ne peut cacher, malgré ses efforts, son néofascisme. De sorte que cela amène à distinguer les individus qui les soutiennent. Ils ne partagent pas systématiquement les mêmes motivations, les mêmes pratiques, les mêmes buts, quand bien même ils se trompent tous, à leur façon, sur les moyens de les atteindre. Les uns sont les héritiers du « vieux mouvement ouvrier » social-démocrate, les autres des anti-dreyfusards, des ultraréactionnaires de toujours, des fascistes.

Mais cette distinction n'a d'utilité que dans la perspective de la construction d'une force organisée en vue de mener à terme le processus d'une réelle abolition des rapports d'appropriation capitalistes. Force qui ne sera suffisante que si nombre des individus qui adhèrent aujourd'hui, plus ou moins, aux propositions du type de celles du FG, et beaucoup d'autres encore, y participent activement. Mais, évidemment, ils ne le pourront que dans la mesure où ils seront amenés par les circonstances, les expériences, la réflexion et ses besoins de théorie, à abandonner l'idée d'une continuation de la société capitaliste par les moyens traditionnels du « vieux mouvement ouvrier » réformiste, imbibé de socialisme vulgaire. Mouvement dont le but était limité à l'amélioration graduelle des conditions de vie matérielle des ouvriers des métropoles impérialistes : hausse des salaires directs et indirects, congés payés, retraites, sécurité sociale, etc., jamais rien qui remette en cause le rapport bourgeoisie/ouvriers. Au contraire, le rapport de domination du capital était sans cesse accentué (notamment par l'accroissement de la division capitaliste du travail entre les maîtres des conditions de la production et les ouvriers) ainsi que le taux d'exploitation⁴⁷ (notamment par les hausses de productivité). Et dans ce rapport salarial ainsi perpétué et aggravé, il est vrai qu'une plus grande puissance du capital qui emploie le prolétaire est un facteur qui contribue à augmenter les miettes que, sous la pression de luttes grévistes, le capital est amené à lui distribuer. Puissance du capital voulant dire alors capacité à augmenter l'extraction de la pl sous sa forme relative dans les métropoles, à dominer les concurrents et à exploiter à outrance les peuples colonisés (puissance impérialiste que le vieux mouvement ouvrier n'a jamais vraiment contestée, au contraire il l'a bien souvent plus ou moins ouvertement approuvée). D'où le soutien constant des socialistes vulgaires à la croissance du capital les employant, rejoignant le chœur tonitruant des patrons clamant : il ne faut pas tuer l'entreprise qui vous nourrit, mieux vaut l'engraisser.

Certes, ce vieux mouvement ouvrier a obtenu, dans les métropoles impérialistes, des résultats notables en ce qui concerne l'amélioration du niveau de vie matériel, mais au prix de l'aliénation croissante, de la dépossession croissante des prolétaires par le capital⁴⁸. Observons aussi que ses

⁴⁵ Gr. 1, p. 242.

⁴⁶ « *Le rapport du travailleur au travail engendre le rapport du travail au capitaliste (ou à tout autre maître du travail, quelque nom qu'on lui donne).* » K. Marx, *Manuscrits de 1844*, éd. La Pléiade, *Œuvres économiques II*, p. 67. Souligné par l'auteur.

⁴⁷ pl/C_v , où C_v est la partie du capital argent transformée en salaires, prix de la force de travail.

⁴⁸ Le livre *Une autre histoire des Trente Glorieuses* (sous la direction de C. Pessis et *alii*, éd. La Découverte, Paris) dénonce les ravages écologiques du « productivisme » acharné de cette période. Mais il néglige la souffrance, les dégâts sur les prolétaires du travail « fordiste » s'accroissant avec les hausses de productivité. Or ce sont les révoltes des O.S. contre ce travail, dans les années 60, qui ont sonné le glas de ces hausses, donc des Trente Glorieuses dont elles étaient une condition (extraction de la pl sous sa forme relative).

succès matériels ont renforcé l'influence sur lui de l'idéologie bourgeoise, et des organisations du socialisme vulgaire (dénommées « la gauche ») qui l'y cultivait. Au point qu'elles ont pu longtemps le dominer largement, et en conséquence le diriger vers de graves défaites en y étouffant le moindre embryon révolutionnaire (par exemple, le PCF organisant la soumission de la Résistance à la bourgeoisie contre quelques postes de ministres), ou même seulement dès que la lutte prolétaire menaçait d'échapper à son emprise et de gêner un peu sérieusement le capital (cf. 1936, 1947, 1968 en France). Et si on ajoute à ce rapide tableau du prix payé par les masses populaires en échange de l'élévation de leur niveau de vie matériel les immenses souffrances et destructions des deux guerres mondiales et des guerres coloniales, on peut à juste titre conclure qu'elles ont eu bien plus à perdre qu'à gagner à borner l'horizon de leurs luttes au réformisme, c'est-à-dire, au fond, à un soutien, aussi revendicatif fût-il, à la croissance du capital.

Mais l'histoire passée n'est pas notre propos, bien qu'elle puisse apprendre beaucoup. Admettons même, pour faire court, que les circonstances de l'époque déterminaient cette orientation qu'a prise, majoritairement, le mouvement ouvrier d'alors (nous reviendrons sur ce point plus loin), et donc ses limites. Le fait nouveau est qu'aujourd'hui cette orientation est une impasse totale : elle ne peut même pas aboutir, comme autrefois, à l'obtention d'avantages matériels (sauf exceptions locales et momentanées), puisque la dégradation drastique du niveau de vie des travailleurs est devenue, comme nous l'avons rappelé précédemment, une nécessité absolue de la reproduction du capital et de la survie du capitalisme dans un état de crise chronique. Au mieux, les luttes sur les thèmes traditionnels du vieux mouvement ouvrier sont, et ne seront, que des luttes défensives qui permettront d'atténuer, plus ou moins suivant leur force, cette dégradation, d'obtenir, pour un moment, moins pire que pire, c'est-à-dire de retarder quelque peu le pire.

Il résulte de ces faits une conclusion quant à la crise politique qui se dessine déjà aujourd'hui. En effet la question d'un autre pouvoir politique que celui, usé et déconsidéré, de l'alternance droite-gauche apparaît, et apparaîtra inéluctablement de plus en plus aux masses, comme le moyen le plus immédiat, et le plus fondamental pour sortir de la crise. Mais de deux choses l'une : soit elle se développe dans les limites étroites d'un simple changement des dirigeants traditionnels de l'État bourgeois, comme le proposent les extrémistes de droite et de gauche (FN et FG en France), et il ne s'agira de rien d'autre que d'un prolongement extrême du totalitarisme étatique-bureaucratique inhérent au capitalisme sénile, et de ses tares sociales catastrophiques ; soit elle se développe comme construction d'un nouveau mouvement prolétaire⁴⁹. Un mouvement qui, bien au-delà du simple « coup de balai », se forge comme moyen d'une lutte pour détruire ce totalitarisme, à commencer par cet État qui l'incarne et l'organise au premier chef. C'est le seul changement politique qui puisse permettre de sortir de la crise en engageant le processus de sortie du capitalisme qui en est la condition.

Ainsi l'alternative, dans la crise politique qui, mûrissant, tend à mettre au premier plan les « extrêmes », n'est pas entre celui de gauche et celui de droite (pas plus qu'elle n'était jusque-là entre libéralisme et étatismes⁵⁰), mais entre, d'une part, ces deux courants étatistes se proposant, l'un comme l'autre, « d'améliorer » le capitalisme, et, d'autre part, la construction d'un nouveau mouvement communiste pour ouvrir le processus de son abolition. Car gauche de la gauche comme droite de la droite, le curseur est toujours sur la même ligne capitaliste.

Avant d'en résumer les grandes lignes, observons que, si le danger que représente l'extrémisme type FN, auquel s'agglutine déjà une bonne partie de la droite « classique » type UMP, apparaît aujourd'hui, à juste titre, le plus menaçant, cela ne doit pas pour autant amener à négliger la critique sans faiblesse de l'extrémisme de gauche, type FG, puisqu'une bonne part des idées qu'il propage a pour effet de légitimer et populariser aussi beaucoup de celles de l'extrémisme de droite dont elles ne diffèrent souvent guère sur le fond. Taire ou édulcorer cette critique pour faire cause commune avec certains partis « de gauche » défenseurs du MPC au nom de la lutte

⁴⁹ Il s'agit bien de mouvement prolétaire, pas seulement ouvrier. Car si on pouvait autrefois identifier à peu près ouvriers et prolétaires, aujourd'hui les ouvriers (prolétaires productifs de pl) ne sont plus qu'une partie de la masse des prolétaires (voir T. Thomas, *Démanteler le capital ou être broyés*, éd. Page 2, Lausanne, chapitre 5).

⁵⁰ Cf. T. Thomas, *Étatisme contre Libéralisme ? C'est toujours le capitalisme*. éd. Contradictions, Bruxelles, 2011.

contre le totalitarisme d'extrême droite, ce serait d'ailleurs reprendre l'usage que les idéologues bourgeois font de ce terme en le limitant à la désignation de formes fascistes de l'État (cf. fin chapitre 2).

Revenons à ce terme de l'alternative posée ci-dessus : le processus d'abolition du capital. Il est un processus d'appropriation par les individus s'associant des conditions matérielles, intellectuelles, sociales de la construction de leurs vies. S'approprier n'est une question juridique, l'effet d'une loi de l'État, que dans l'idéologie bourgeoise. En réalité c'est avant tout une activité pour s'approprier ces conditions. C'est donc bien un processus, plus ou moins long, puisqu'il s'agit, notamment, de s'approprier les conditions intellectuelles de cette construction afin d'en finir avec la domination des moyens de la production et de leurs possesseurs sur les producteurs, d'en finir donc avec la division du travail constitutive du rapport social qu'est le capital, et par là avec celle des classes et la nécessité de l'État comme puissance politique extérieure aux individus, les dominant.

Il arrive souvent d'entendre des idéologues affirmer que les communistes nagent dans une contradiction insurmontable puisqu'ils disent à la fois que les prolétaires sont aliénés, dépossédés des moyens intellectuels de la production, et qu'ils pourraient cependant en devenir les maîtres. Selon eux, seule une élite scientifique d'individus particulièrement doués pourrait le faire tant la chose est complexe, tant le contenu scientifique des moyens de production modernes échappe à la compréhension des masses prolétaires. C'est qu'ils ne comprennent pas que le processus de la révolution communiste est justement celui de cette appropriation, donc de l'abolition de la condition de prolétaire, dont la possibilité est fondée notamment sur l'extraordinaire potentiel de temps libre (de temps libéré de l'astreinte du travail contraint, aliéné, répulsif : prolétaire) qui gît dans les entrailles du capitalisme (et que lui-même ne peut s'empêcher de faire surgir à sa façon par un chômage croissant malgré la débauche d'emplois parasites, bureaucratiques, ou carrément fictifs qu'il génère). C'est un processus de transformation des besoins – qui peuvent devenir de plus en plus qualitatifs, d'enrichissement de qualités bien plus que de choses, dont la production de celles jugées nécessaires peut être assurée en peu de temps grâce à une productivité accrue et une participation de tous – ainsi que des activités, comportements et rapports entre les individus.

Il arrive aussi que des idéologues présentent l'avenir souhaitable, parfois même en prétendant qu'il s'agit du communisme, comme l'inversion des effets du capitalisme. Par exemple : une relative égalité des revenus au lieu d'une grande inégalité, parce que cela rendrait inoffensive les inégalités réelles dans la propriété des moyens de production des richesses ; une démocratie « horizontale » de pouvoirs locaux, supposée par ce seul fait comme « proches des gens », parce que ce serait une vraie démocratie (idée déjà présente chez Rousseau), alors qu'une démocratie « verticale » de pouvoirs centraux, géographiquement éloignés d'eux, serait la cause de l'État bureaucratique et totalitaire ; le retour aux « métiers » de la petite industrie, voire de l'artisanat, d'autrefois, parce que ce serait le seul moyen pour que les ouvriers puissent redevenir les possesseurs de leur outil de travail, au lieu qu'ils ne le pourraient pas de la machinerie sophistiquée de la grande industrie moderne (pensée présente chez Proudhon) ; la décroissance au lieu de la croissance, parce que ce serait le seul remède aux problèmes écologiques, la croissance ayant un effet immuable sur l'environnement, quel que soit le mode de production, et le capitalisme n'étant compris que comme « productivisme » et croissance à outrance. Bref, tout cela est vouloir le capital sans ses effets, est considérer que tous ceux-ci se réduisent à des problèmes de quantités dont il suffirait de modifier les rapports pour que la société devienne humaine, voire communiste, un avenir qui est alors conçu comme un simple retour au local, au petit, et n'aboutirait, si ce genre de rabougrissement était possible (ce qui n'est pas le cas), qu'à une société de pénuries, de domination du travail contraint, borné à une mono-activité misérable, faite d'échanges sociaux étriqués à tout point de vue, donc très peu enrichissants, bref, une société où le petit, le médiocre seraient décrétés en tout comme disait Marx ⁵¹.

⁵¹ Quand bien même le travail artisanal et le « métier » du professionnel qualifié sollicitent et expriment un certain savoir-faire, une certaine créativité, ils n'en restent pas moins limités dans une mono-activité très spécialisée au lieu que l'homme « complet », « riche », tend à « l'universalité et au caractère multilatéral de ses relations et aptitudes » (K.Marx, Gr. 1, p. 98). « Un grand homme, c'est plusieurs hommes en un » (Samuel Bain, philosophe anglais du XIX^e siècle), disons « un homme complet » plutôt que grand.

Le communisme n'est pas l'envers du capitalisme, car l'envers et l'endroit sont deux faces de la même chose. Il est construction d'un tout autre système de besoins, d'activités, de comportements, d'échanges, fondé sur des rapports sociaux d'appropriation des conditions de leurs vies par les individus et pouvant alors s'associer vraiment⁵². Il utilise certes « l'abondance » que le capitalisme a créée, mais comme un potentiel, car il la transforme de fond en comble puisque le capitalisme l'a créée comme abondance de marchandises en même temps que de pauvreté ; abondance de relations sociales en même temps que simples relations d'argent, qu'égoïsme, concurrence et rabougrissement dans l'avidité individuelle d'avoir des choses ; abondance de connaissances scientifiques en même temps que domination du profit, destruction de la nature et des hommes par leur usage et l'orientation de la recherche, étouffement des capacités scientifiques de milliards d'individus. L'abondance dans le communisme n'est pas de tout et n'importe quoi produit n'importe comment. C'est l'abondance de moyens pour des activités qualitativement supérieures et multiples (intellectuelles comme manuelles, artistiques comme scientifiques, sociales comme individuelles, ici comme ailleurs), libres car jouissives.

Par exemple, parmi cette abondance de moyens, citons l'existence d'un héritage considérable de connaissances scientifiques multiples, très développées, ainsi que de moyens de communications et d'échanges (d'enrichissements réciproques, de travaux menés en coopération, d'universalité) superbement efficaces, ou encore celui-ci qui est essentiel : l'abondance de temps libéré du travail contraint, répulsif, grâce au développement généralisé des sciences appliquées à la production (ce qui n'est pas justifier ce que le capitalisme produit, ni comment il produit, mais seulement l'efficacité avec laquelle il a rendu possible de produire), et à la suppression, immédiatement possible après une révolution politique, d'une myriade d'activités inutiles aux besoins populaires (dans le luxe, la finance, la publicité, les diverses bureaucraties, etc.), ou qui seront progressivement rendues inutiles (l'automobile individuelle, l'armement, les gaspillages innombrables propres à l'urbanisme capitaliste, etc.)⁵³.

Certes tous les individus (bourgeois compris) sont déterminés et aliénés par le capital. C'est tout ce que les hommes ont créé au cours des siècles, qui se pose face à eux comme les déterminant et les aliénant, comme capital. Pour les prolétaires, qui, contrairement aux bourgeois, souffrent de cette situation et se rebellent, ce n'est certes pas en rêvant de retourner aux époques antérieures, où évidemment ils n'étaient pas ainsi dominés par ce qui n'existait pas, par ce qu'ils n'avaient pas encore créé, qu'ils y échapperont. Mais en se saisissant de ce qu'ils ont créé pour en faire le moyen de leur propre puissance, de leur abolition en tant que prolétaires. « À des stades antérieurs de développement, l'individu singulier apparaît plus complet parce qu'il n'a pas encore élaboré la plénitude de ses relations et n'a pas encore fait face à celles-ci en tant que pouvoirs sociaux indépendants de lui. Il est aussi ridicule d'avoir la nostalgie de cette plénitude originelle que de croire qu'il faille en rester à cette totale vacuité. »⁵⁴

Par quoi peuvent-ils engager ce processus d'abolition du capital, de leur propre abolition en tant que prolétaires ? Autrement dit de quelle propriété, c'est-à-dire de quelle puissance peuvent d'abord se doter les individus sans propriété ? Avant de pouvoir démolir les fondations, il faut le faire des superstructures. Dans le capitalisme c'est l'État, qui, dans le totalitarisme contemporain, réunit sous sa coupe tous les pouvoirs administratifs, juridiques, financiers, médiatiques, coercitifs, par lesquels il s'efforce d'organiser la survie catastrophique du capital sénile. Aussi, dans le processus communiste, les prolétaires ont pour premier objectif stratégique de détruire cet État pour pouvoir se doter eux-mêmes des pouvoirs qui leur permettent d'engager ledit processus.

Évidemment il faut une organisation puissante pour mener et gagner cette première grande bataille. Elle ne se décrète pas. Pas plus qu'elle ne peut être construite en répétant à satiété : il

⁵² Sur les conditions d'une véritable association (communauté), cf. T. Thomas, *K. Marx et la transition au communisme*, éd. Albatroz, Paris, 2000.

⁵³ *Ibid*, chapitre 5, pour un développement plus complet sur le contenu et les moyens de la richesse dans le communisme.

⁵⁴ Gr. 1, p. 99.

faut s'organiser, il faut s'unir. Car les questions sont : avec qui ? pour quoi faire ? Créer le MOU ⁵⁵ parce que les temps sont durs ? Encore faudrait-il être d'accord sur les causes de cette dureté pour l'être sur les moyens d'y remédier.

Ainsi, comme nous l'avons vu, l'unité dont les prolétaires ont besoin, y compris pour améliorer leur sort immédiat, ne peut pas être fondée sur l'illusion d'une relance de la croissance du capital qui réduirait le chômage et qui, par un meilleur partage des revenus, élèverait quelque peu le niveau de vie des travailleurs. Elle ne peut pas se fonder sur le nationalisme et le protectionnisme. Elle ne peut se fonder que sur le constat de la réalité, telle que résumée au chapitre 1, et sur les nécessités et possibilités qui en découlent – notamment une baisse drastique du temps de travail contraint, un partage de ce travail et des revenus entre tous, le temps libre comme moyen de développer une libre activité (à commencer par la lutte communiste), un travail riche en même temps que des besoins riches.

Unifier, c'est lutter ensemble, donc avoir un but commun, au-delà de la concurrence, des corporatismes, des nationalismes. C'est donc aussi tracer une nette ligne de démarcation entre ceux qui veulent se borner à améliorer le capitalisme, et ceux qui veulent le combattre pour l'abolir. « *C'est seulement en faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante, en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire.* » ⁵⁶ Cet adversaire, c'est l'État, qui est l'organisation en classe de la bourgeoisie, tout comme « un parti vraiment révolutionnaire », un parti donc qui lutte contre cet État, est l'organisation en classe des prolétaires.

Certains disent que les prolétaires sont à tout jamais complètement englués dans le rapport salarial et la « société de consommation ». Ils en resteraient donc toujours à l'idéologie et aux comportements réformistes propres au « vieux mouvement ouvrier » cherchant à obtenir de l'État protection et avantages matériels. Ce qu'ils oublient – outre bien sûr le fait qu'il a toujours existé des fractions révolutionnaires chez les prolétaires – c'est que les circonstances qui permettaient au vieux mouvement ouvrier de prospérer ont aujourd'hui changé, et nous n'en sommes d'ailleurs qu'au début.

Autrefois, jusqu'à environ la deuxième moitié du XX^e siècle, la productivité (le « développement des forces productives ») était insuffisante, même dans les pays dits développés (plus ou moins suivant ces pays), pour qu'il soit possible à une révolution politique victorieuse de réduire suffisamment la quantité de travail contraint afin qu'elle ne pèse plus comme un fardeau paralysant sur toute la vie des prolétaires, occupant l'essentiel de leur temps. Autrement dit le prolétaire n'avait pour espoir possible dans sa vie « que » l'amélioration de ses conditions de travail (et d'abord d'en avoir un), de ses conditions d'existence en tant que prolétaire, c'est-à-dire dans le cadre alors indépassable du rapport salarial. Cela a été une détermination essentielle de toutes les révolutions des XIX^e et XX^e siècles en Europe (par exemple 1848 et 1871 en France, 1917 en Russie) ⁵⁷. Tout au long du XX^e siècle et jusque vers le début des années 70, les hausses importantes de productivité ont permis au capitalisme de satisfaire en partie, dans les pays impérialistes, à cette demande des travailleurs d'amélioration de leur sort matériel – à l'exception bien sûr de la période de la grande crise des années 30 (elle-même marquée aussi cependant en France par les conquêtes des grèves de 1936).

⁵⁵ Mouvement Ouvrier Unifié, selon l'humoriste Pierre Dac.

⁵⁶ K. Marx, *Les Luttes de classes en France (1848-1850)*, Œuvres choisies, éd. Du Progrès, Moscou, p. 213.

⁵⁷ Ce que K. Marx avait prévu en affirmant que tant que domine le travail contraint, « *le travail par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur [...] La seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature [...] et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de forces et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine* » (K. III, 3, p. 198-199). Le communisme (« *règne de la liberté* ») ne peut être fondé que sur la disparition de cette nécessité, sur « l'abondance » communiste telle que définie précédemment. C'est pourquoi après une révolution politique victorieuse, une période, plus ou moins longue suivant le niveau de développement initial, de transition au communisme est nécessaire. Pour une discussion critique sur les affirmations de Marx à ce propos, voir T. Thomas, *K. Marx et la transition au communisme*, op. cité.

Quitte à devoir passer sa vie enchaîné à un travail prolétaire, autant qu'il soit le mieux rémunéré possible. Tant que les prolétaires ne pouvaient pas espérer une forte diminution de la quantité de travail contraint – travail dévolu à leur classe – et de sa domination sur leurs vies, mais qu'ils pouvaient en revanche raisonnablement espérer améliorer leurs conditions matérielles d'existence, augmenter leur niveau de consommation – même si ce n'était que peu relativement à l'accumulation du capital, et donc de ses revenus, du côté de la bourgeoisie – leurs luttes restaient, majoritairement du moins, dans les limites du réformisme. D'autant plus que prospérait nécessairement dans cette situation l'influence des organisations du « socialisme vulgaire » démultipliant la puissance de cette idéologie dans le mouvement ouvrier (le « vieux mouvement ouvrier »). L'État, en tant que fonctionnaire du capital en général organisait, avec l'aide de ces organisations appelées à cogérer avec lui les rapports sociaux, ce mode de reproduction du capital, et de la société capitaliste, qui culmina dans les « Trente Glorieuses » d'après-guerre. Ce qui, bien évidemment, semblait justifier le fétichisme de l'État et, par là, le renforçait puissamment dans l'esprit des travailleurs et dans les comportements qui en découlaient.

Or la situation a aujourd'hui si considérablement changé que les deux fondements objectifs du vieux mouvement ouvrier réformiste ont été renversés. En effet :

Un premier changement est que le capital sénile ne peut plus rien accorder aux prolétaires. Il ne peut au contraire, comme nous l'avons vu, qu'organiser une dégradation de leur situation, simplement plus ou moins ample, plus ou moins rapide, en fonction du niveau des résistances que les prolétaires lui opposeront en restant sur le terrain du vieux mouvement ouvrier. Mais justement l'État doit, lui, pour reproduire la société capitaliste, nécessairement organiser et faire appliquer ce « réformisme à l'envers » qui consiste à financer toujours plus le capital (pardon, « les entreprises », ça fait plus neutre, plus « tous ensemble dans le même bateau »), et donc enrichir les divers types de capitalistes, tout en « flexibilisant » et appauvrissant toujours davantage les masses populaires. C'est là, très palpable, très visible, une base pour entreprendre de « défétichiser » l'État⁵⁸, en contrant les intenses efforts inverses des organisations type FG ou FN, et pour construire une possible unité des prolétaires se forgeant contre l'État.

Un deuxième changement, dont la cause, comme pour le précédent, est dans les hauts niveaux de productivité atteints, est l'extraordinaire diminution de la quantité de travail contraint nécessaire pour produire les marchandises (utiles, inutiles, nuisibles, on n'en discutera pas ici). Diminution qui pourrait rapidement être décuplée par une révolution politique permettant d'éliminer rapidement toutes sortes d'activités rendues inutiles, de gaspillages, puis de transformer le système des besoins et des productions. Bref, ce changement est que, pour la première fois dans l'histoire, il est parfaitement raisonnable d'envisager la possibilité de la fin de la domination du travail contraint sur la société. Et donc, évidemment, la fin du type de besoins et de revendications salariales que cette domination déterminait, particulièrement sur les prolétaires qui assumaient l'essentiel de ce travail.

Dire que le développement d'une lutte des prolétaires contre l'État et pour une diminution drastique du temps de travail contraint a aujourd'hui, et contrairement aux siècles précédents, des bases objectives extrêmement solides, n'est pas dire pour autant que la majorité des prolétaires vont d'emblée, quasi automatiquement, changer leur compréhension de la situation et leurs comportements, abandonner l'idéologie et les luttes de type réformiste qu'ils menaient, et mènent encore aujourd'hui, dans la tradition du « vieux mouvement ouvrier ». En effet, l'idéologie peut survivre assez longtemps aux fondements objectifs qui l'ont engendrée. Et c'est là que les communistes ont un rôle particulier à jouer : faire ressortir ces conditions objectives que la crise révèle à travers ses manifestations concrètes, montrer les nécessités et possibilités qu'elles impliquent pour que les prolétaires s'extirpent des processus de dégradation de leur situation que la survie du capital, via son État, lui impose de leur imposer.

Cela ne veut pas dire qu'ils dédaignent les luttes menées actuellement, encore dans la continuation du vieux mouvement ouvrier, sous prétexte qu'elles sont purement défensives (pas

⁵⁸ Le fétichisme de l'État ayant sa racine la plus profonde dans le rapport marchand-capitaliste qui dépossède, prive l'individu privé (défini par la propriété privée) de sa puissance sociale, qu'il n'a que par l'argent, et qu'il remet en réalité pour l'essentiel à l'État, son éradication totale ne peut se réaliser qu'au cours du processus aboutissant au communisme.

plus qu'ils ne seraient les partisans d'une sorte de « tout ou rien », comme si l'abolition du capitalisme n'était pas un processus révolutionnaire complexe). S'efforcer de survivre, amortir les coups est ce que tout individu menacé est amené naturellement à faire. Mieux vaut vendre sa peau le plus cher possible que pour pas un rond ! Cela présente d'ailleurs aussi l'intérêt, lorsque ces luttes sont vigoureuses (grèves dures, émeutes), de gêner le capital dans son offensive contre les travailleurs, et de faire mieux voir le rôle de l'État à son service.

Mais aussi pourquoi continuer à vouloir vendre sa peau quand le capital ne peut plus l'acheter, ou alors à des conditions minables, invivables ? Mieux vaut la sauver en anéantissant ce rapport d'achat-vente déshumanisant, qui ne fonctionne même plus, et que seule la propriété capitaliste des moyens de production rend obligatoire. Anéantissement qui est devenu non seulement absolument nécessaire, mais possible. Et c'est cette solution que les communistes, loin de se contenter de soutenir le mouvement prolétaire tel qu'il est aujourd'hui, et donc tel qu'il court à l'échec, s'attachent à faire prévaloir.

Ce n'est évidemment que sur la base d'expériences multiples et répétées que de plus en plus de prolétaires seront amenés à rompre avec la vieille lutte réformiste, dans son contenu comme dans ses formes, et ressentiront le besoin de construire un nouveau mouvement, une nouvelle organisation qui soient adaptés aux nécessités et possibilités des nouvelles circonstances. C'est sur cette base que peut se développer l'indispensable fusion-transformation réciproque de la théorie et de la pratique, travail qui caractérise le rôle spécifique des communistes dans le processus révolutionnaire.

Nous avons vu que la crise pousse, et poussera encore davantage, l'idéologie et la pratique bourgeoises vers leurs extrémités « populistes » et totalitaires. C'est pourquoi, parce que ces extrémismes politiques deviennent influents dans les masses populaires, y compris chez de nombreux prolétaires, il convient de s'attacher particulièrement à les critiquer, combattre et éradiquer. L'antagonisme entre eux et les communistes porte sur de très nombreux points, dont nous avons seulement évoqué les principaux dans les chapitres précédents. Mais en ce qui concerne le moyen politique de résoudre la crise, de satisfaire les besoins des peuples, il peut se résumer, pour simplifier, en une formule : changer le personnel dirigeant l'État ou briser cet État pour changer le système politique et social de fond en comble.

Déjà, un peu partout dans le monde, des manifestations massives, des émeutes récurrentes montrent que les peuples mettent en cause les pouvoirs en place. Ce n'est pas qu'ils s'attaquent déjà à l'État en tant que tel, mais aux gouvernements, et aussi aux méthodes totalitaires, pacifiques aussi bien que militaires, de la domination du capital mondialisé sur les peuples. Ces attaques sont évidemment liées aux revendications matérielles que la crise fait surgir dans les peuples et que ces gouvernements non seulement ne peuvent pas satisfaire, mais auxquelles ils opposent une brutale répression. Passer au stade supérieur d'une lutte contre l'État, pour le détruire, est aussi un développement des luttes pour des revendications sociales, pour des besoins dont les prolétaires se rendront compte qu'ils ne pourront les satisfaire que par eux-mêmes, qu'en se dotant de leur propre puissance politique, médiatique, armée. De toutes les diverses classes ou couches sociales qui se mettent aujourd'hui en mouvement, seuls les prolétaires n'ont aucun intérêt à vouloir la survie du capitalisme, qui signifierait aujourd'hui pour eux tous, ou presque, une absolue paupérisation. Seuls ils n'ont aucun intérêt à vouloir une reprise de la croissance du capital dont ils seraient les premières et plus grandes victimes, les victimes absolues.

Les revendications immédiates qui peuvent et doivent unir les prolétaires portent évidemment sur tous les domaines de leurs vies, tous étant dégradés par la sénilité du capital. Mais on peut citer comme essentiels pour eux les questions du chômage, des conditions de travail (flexibilité, précarité, intensité du travail), du contenu du travail lui-même (abrutissant, répulsif, « travail de merde »), des salaires et plus généralement du partage des richesses (question du logement notamment). Dans toutes ces luttes une tâche spécifique des communistes est de montrer que leur succès n'est pas dans l'acceptation d'accords de compétitivité qui, soi-disant, sauveraient tels ou tels emplois particuliers, pas dans la recherche d'une illusoire nouvelle croissance du capital, pas dans la puissance de l'État du capital, et quel que soit son personnel dirigeant, mais dans une révolution politique des prolétaires unis et organisés pour détruire cet État et le remplacer par leur propre pouvoir, dans le cours d'un processus communiste d'appropriation des conditions de

la construction de leurs vies ⁵⁹.

Les prolétaires n'obtiendront rien de cet État, puisque le capital est dans une situation de sénilité telle que, bien que maître des moyens de production, il ne peut plus les utiliser suffisamment en tant que capital, ce qui veut dire en même temps qu'il tend à ne plus pouvoir faire exister la condition de prolétaire que comme misère absolue, misère trop souvent mortelle. C'est pourquoi ceux-ci n'obtiendront que ce dont ils se rendront eux-mêmes possesseurs. Ce qui est en quelque sorte réaliser une « vraie démocratie » : agir par soi-même, au lieu de déléguer à des puissances extérieures, donc agir avec les autres, puisque c'est avec eux seulement qu'on peut en conquérir les moyens matériels et intellectuels, c'est dans l'association que l'individu élève sa propre et singulière puissance personnelle, sa liberté. C'est déjà ce que tentent de pratiquer plus ou moins les manifestations et émeutes d'aujourd'hui, refusant d'être coiffées et instrumentalisées par les organisations (partis, syndicats), complètement déconsidérées, du système étatique. Néanmoins cela reste encore des tentatives confuses et rencontrant vite leurs limites. Refuser toute organisation au nom d'une démocratie qui serait les masses s'auto-dirigeant parce que « horizontale », sans aucun centre dirigeant, c'est ignorer que la seule puissance, la seule liberté, donc la seule démocratie qui soit aujourd'hui possible aux « indignés » et aux révoltés, c'est une organisation révolutionnaire capable d'unifier et d'élever la compréhension et la pratique de ses membres, capable d'affronter la guerre de classe.

Et il s'agit bien d'une guerre, avec tout ce que cela implique comme formes d'organisation ⁶⁰. Car si les États ne peuvent plus rien pour améliorer le sort des prolétaires, ils peuvent encore beaucoup dans le domaine de la répression bureaucratique, policière, armée, et doivent la mettre en œuvre, les circonstances les obligeant à un totalitarisme de forme ouvertement et massivement brutale, à abandonner leurs derniers oripeaux démocratiques, à supposer qu'ils en arborent encore quelques-uns.

Ce n'est d'ailleurs pas qu'un signe de force, mais aussi de faiblesse. En effet il manifeste que la base des États dits démocratiques dans la société civile, à savoir l'alliance qu'organise et forme l'État entre la haute bourgeoisie et diverses catégories sociales (des fameuses et fumeuses « couches moyennes » jusqu'aux couches populaires les plus modestes), sous la direction de la première, s'effrite, se délite. Que l'ensemble des appareils et organisations (partis, syndicats, parlement, etc.) qui exercent la fonction spécifique de médiatiser les rapports du peuple avec l'État (de jouer le rôle de représentants du peuple dans l'État en même temps que d'être en réalité surtout l'État dans le peuple), de contrôler et borner ses luttes revendicatives, sont largement déconsidérés et même vomis. C'est le délitement d'une forme de domination « pacifique » ⁶¹, d'un certain consensus « républicain ». C'est donc une crise de l'État, vouée à s'approfondir avec la crise économique. C'est donc aussi qu'arrive le moment d'exploiter cette situation pour faire grandir la lutte contre l'État, d'appuyer ce délitement, pour commencer, au lieu de vouloir le contrecarrer en chantant les louanges d'un État rénové par le nettoyage du « coup de balai », tout en faisant valoir la nécessité et la possibilité d'engager le processus de la lutte communiste évoqué ci-dessus, seul capable de répondre d'abord aux besoins les plus

⁵⁹ Observons qu'un tel processus, mettant en œuvre et développant tout le contenu du projet communiste d'appropriation « travailler tous, moins, autrement (librement, travail riche) » est aussi celui qui permettra de résoudre les problèmes écologiques hérités du capitalisme puisque, au fond, la question du rapport des hommes à leur environnement est déterminée, dans le capitalisme, 1°) par la recherche du profit maximum et la façon de produire (n'importe quoi, le plus possible, n'importe comment) qui lui est inhérente ; 2°) la subsumption des individus sous le capital, leur aliénation, les besoins, les comportements irresponsables qui en découlent. Rendre les hommes conscients, responsables sur le plan écologique, comme sur toutes les conditions de leurs existences et de ses perfectionnements, cela nécessite qu'ils se les approprient, ce qui est le projet communiste.

⁶⁰ Une guerre d'une forme particulière bien sûr. Il ne s'agit pas de deux armées s'affrontant sur les barricades ou en rase campagne, mais d'un conflit asymétrique de longue durée.

⁶¹ Liée comme il a été dit à l'extraction de la pl sous sa forme relative. Bien sûr « pacifique » ne veut pas dire que la répression n'y jouait pas aussi un rôle important, mais sous les formes plus ou moins consensuelles de « la légalité républicaine », au son du clairon des « droits de l'homme ».

immédiats du peuple, ceci n'étant que le début d'une période de luttes (de transition au communisme) pour en finir avec le capital, avec la condition de prolétaire.
La crise politique, c'est maintenant. Pour les prolétaires en particulier, choisir de s'en remettre encore plus à l'État du capital, gouverné par des extrémistes bourgeois (de type FN ou FG), ou construire leur propre puissance, c'est le choix de maintenant. *Hic Rhodus, hic salta!* C'est maintenant qu'il faut y aller !

Paris, octobre 2013